BULLETIN ŒCUMENIQUE

N° 5 / JUIN 1990
PARAIT 8 FOIS PAR AN





Si nos rêves parfois devenaient réalité...

Par un beau jour de mai, dans la charmante bourgade vaudoise de Villeneuve, j'assistais au procès militaire de Paul Dorsaz, ouvrier agricole à Fully, en Valais. Cohérent avec sa conscience de chrétien non-violent – même ses juges ont admis l'honorabilité de sa démarche – Paul disait non à l'armée suisse. Et comme le veut la loi dans ce pays, le voilà condamné à plusieurs mois de prison.

Au moment du verdict, quand le président du tribunal a dit: «Accusé Dorsaz, levez-vous!», les membres de la famille de Paul et ses amis se sont levés avec lui. Etonné, le président nous a alors invités à nous asseoir. Mais nous sommes restés debout, en muette protestation symbolique.

La poursuite de tels procès (que l'objecteur le soit pour des motifs religieux ou politiques) est un scandale permanent! Il s'en dégage chaque fois un goût lamentable d'injustice réelle, même si c'est encore parfaitement légal. La machine judiciaire militaire poursuit inexorablement sa route, alors que chacun sait que nous aurons un jour ENFIN un service civil de remplacement pour ceux qui ne peuvent se résoudre à entrer ou à rester dans l'armée suisse.

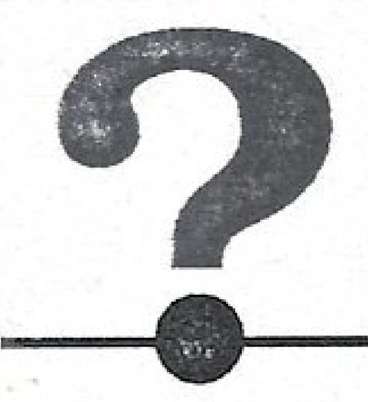
A Villeneuve, je regardais les officiers et les soldats qui jugeaient notre ami Paul. De braves gens, d'honorables citoyens! Mais obligés de jouer leur rôle! J'en imagine quelques-uns se dire à eux-mêmes, le soir, une fois l'uniforme rangé dans l'armoire: «Quel gâchis! Encore un jeune homme tout à fait bien que j'ai envoyé en prison...»

Peu de temps après le procès de Villeneuve, j'ai fait un curieux rêve. Lieu: La place fédérale à Berne. Je voyais arriver de toutes les rues qui mènent à cette grande place de nombreux objecteurs – Paul parmi eux, bien sûr. Et puis, beaucoup de soldats se mêlaient à eux. Solidaires, ils venaient en longue file déposer définitivement l'un après l'autre leur fusil d'assaut au milieu de la place. Au bout d'un moment, ça faisait un sacré tas de ferraille!

Et puis tout à coup, le Conseil Fédéral et les parlementaires, interrompant leur séance, venaient regarder l'étrange spectacle. Un peu abasourdis, mais vivement intéressés. Les objecteurs et les soldats leur criaient en souriant: «Mais oui, les temps changent!» Puis quelqu'un a dit très fort: «Allons, dépêchez-vous! Retournez tous à l'Assemblée fédérale et proclamez une amnistie générale pour tous les objecteurs passés, présents et futurs». Et comme dans un film muet de 1930, nos hommes politiques obéissaient et montaient à toute vitesse les marches du Palais... La foule applaudissait à tout rompre.

Je me suis réveillé. Ma foi, le rêve était beau. N'empêche, si c'était vrai, ne serait-ce pas un noble geste pour fêter dignement le 700e anniversaire de la Confédération?

Bernard Bavaud



L'oreille qui traîne

On me reproche d'être parfois un peu trop mélancolique. Bien! Cette fois, comme j'essaye d'avoir un regard positif sur la vie, j'ai laissé traîner mes oreilles dans la rue, le bus, le travail, pour pouvoir vous raconter les hommes et les femmes de tous les jours.

Dans le bus deux fillettes, entre dix et douze ans, se font des confidences.

«Oh, la, la, que j'ai le trac. Je n'ai jamais participé à une compétition. Et voilà que notre entraîneur m'appelle à midi, et me dit que je suis convoquée pour 14 heures! J'ai le cœur, si tu savais, il me fait mal tant il bat»

L'autre fillette la rassure. «Tu verras, il suffit de ne pas faire de fautes. Et toutes les autres sont comme toi, elles aussi ont peur.»

La plus grande continue à tranquiliser sa copine. Et au moment de se séparer elle lance à la petite débutante qui descend du trolleybus: «Je suis avec toi tout le temps, je suis dans ton cœur. Je te souhaite bonne chance».

«Ils ont fini par s'asseoir!» lance à la cantonade notre collègue mozambicain.

«Tu te rappelles, Régina, ce que tu m'avais dit il y a 5 ans?»

Non, bien sûr, je ne me rappelle de rien. Je dis tellement de choses...

«Je t'avais expliqué la situation de mon pays, la guérilla dans les campagnes, et dans la capitale le calme assuré par la présence de l'armée. Et tous ces morts, et les massacres et la destruction des villages... Et tu m'avais dit: *C'est dommage cette souffrance inutile, ils finiront quand même tôt ou tard par se parler et s'asseoir à une table pour faire la paix.* Moi, je pensais que cela était impossible et que le gouvernement finirait par vaincre ou par sauter. Mon père m'a appelé, des pourparlers sont en train de se concrétiser».

Domingos est content, peut-être qu'à la fin de ses études il rentrera dans un pays enfin en paix, où un médecin aura autre chose à faire que de soigner des blessures de guerre.

J'ai rencontré Pablo dans le bus. On ne s'était pas vus depuis quelques mois.

«Alors, comment ça va? Et la famille? Et la santé?»

Pablo travaille à l'hôpital et depuis des années dans le service de nettoyage de nuit. Il aimait bien, car l'équipe était sympa et le salaire intéressant.

«Tu sais, un jour j'ai lu dans le journal que le travail de nuit n'était pas bon pour la santé. Comme j'ai toujours des problèmes de poids et d'hypertension, je suis allé trouver le docteur X, mon médecin de famille. Et depuis, je fais le service de jour.»

«Que t'a dit le docteur X?»

«Il m'a dit en souriant, que le travail de nuit me convenait parfaitement, ma santé étant excellente, mais... il trouvait, lui, que c'était un truc à devenir cocu!»

«Du coup, j'en ai parlé à ma femme, qui a bien ri, mais qui a trouvé que ça serait une bonne chose qu'on ait les mêmes horaires, et une vie un peu plus normale. Depuis que je travaille le jour, nous sommes plus souvent ensemble avec les enfants, et je suis très heureux. Je gagne moins, mais je profite mieux de la vie.»

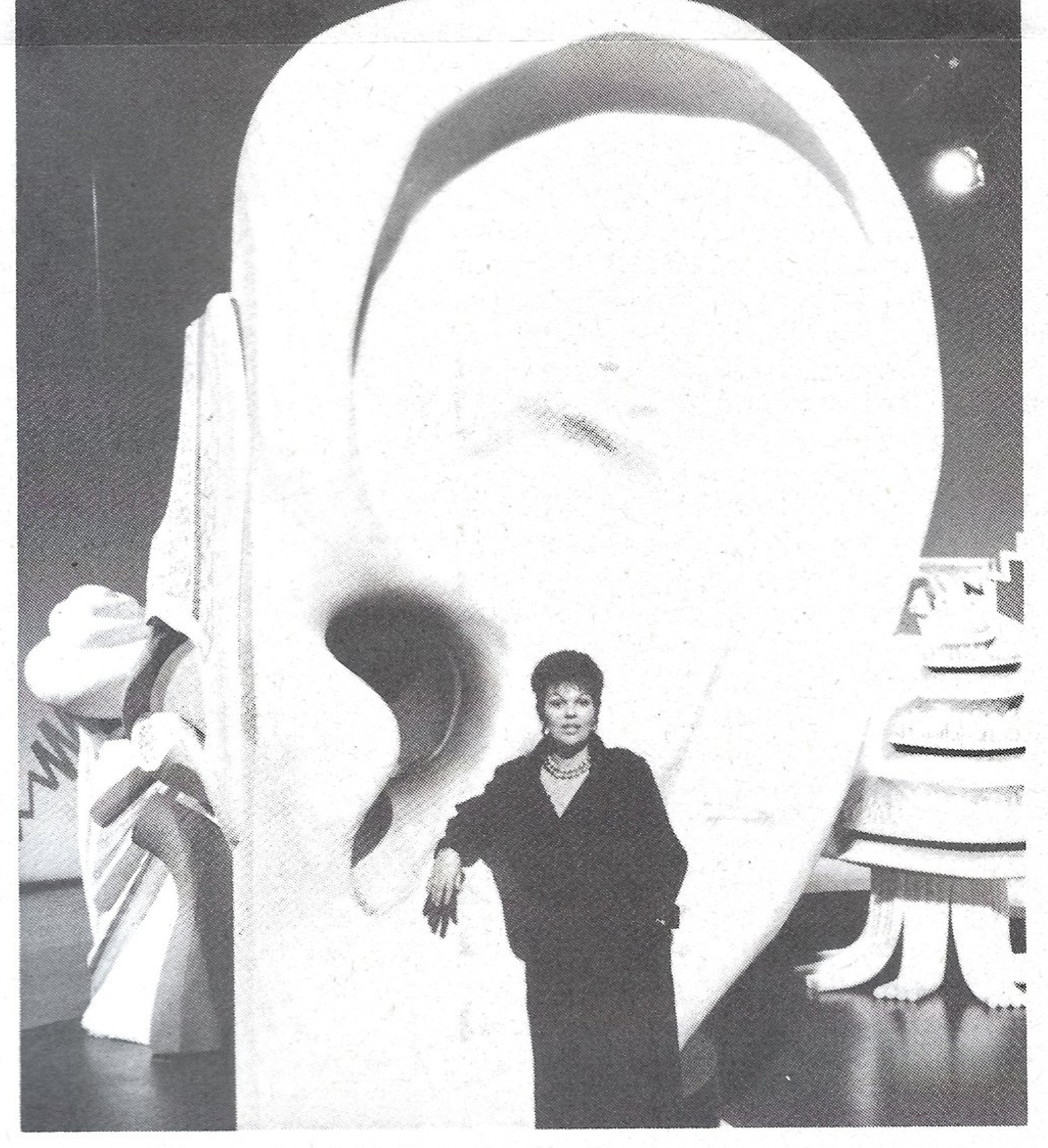
Je pousse une porte pour sortir, je faillis renverser un vieux monsieur qui cherche à entrer.

«Pardonnez-moi, Monsieur!»

Sa réponse:

«C'est facile, Madame!»

C'est pas joli?



Des hommes et des femmes d'ici et d'ailleurs. Ils ont les mêmes désirs, aimer les autres et vivre mieux ensemble. Et si vous trouvez que cela n'est pas assez positif...!! ??...

Régina Mustieles



Le coup de la panne...

Elle cheminait
Dans son bus, sur l'autoroute
De Nyon à Lausanne...
Elle s'était fait embrigader
(volontiers)
Par le groupe de soutien de la Bourse à Travail.
Fin de journée
Juste le temps de faire les kilomètres
Pour être à l'heure...

Morges est dépassé,
La remontée vers Crissier
Paf... le moteur coupé
L'arrivée à l'heure...
L'essence y'en a...
Zut!
Regard sur le moteur...
Bouger quelques tuyaux...
Démarreur...
Le moteur a réellement décidé de faire le mort.

Petite marche de santé
Vers le téléphone le «plus» proche
Allo dépanneur BOBO...
Attente...
Rien à faire, garage
Et la gare la «plus» proche...

Retour à Genève,
Même un peu plus loin...
Malgré l'heure qui avance,
Ce sera toujours cela de gagné pour demain,
Elle passe chez la copine
Qui devait lui prêter sa voiture
Son bus devant aller justement le lendemain
Au garage.

A peine le temps de dire ce qui lui arrive,
La copine est en train de partir...
En main sa valise...
Elle part pour la maternité...
Elle a perdu les eaux...
Elle part seule, le père n'étant pas là.

Le reste de la soirée
Et un bout de la nuit
Pour accompagner la copine
Et accueillir son enfant...

La copine et son enfant vont bien merci!
Elle? elle a récupéré
Avec le sentiment d'avoir bien fait
De manquer la séance
Son bus? Il est réparé...

Gilbert Zbären



«SŒPI» (Service Œcuménique de Presse et d'Information), No 16, 11.5.1990

Zaïre: Critiques acerbes des Eglises au régime de Mobutu

Kinshasa/Mbujimayi – Par des prises de position sans précédent, l'Eglise du Christ du Kasaï oriental et l'Eglise catholique romaine ont adressé des critiques sans ambages au président du Zaïre, le maréchal Mobutu Sese Seko, qui a lancé en février une consultation populaire sur le fonctionnement et le bien-fondé des institutions du pays.

Le Synode régional du Kasaï oriental de l'Eglise du Christ au Zaïre (ECZ), réuni en février, a suggéré «le changement des structures de l'Etat, la révision constitutionnelle et l'abandon du rôle dirigeant du Parti». Il a constaté que les pouvoirs détenus entre les mains du président de la République étaient excessifs, car il est en même temps le président du Mouvement populaire de la révolution (MPR), le parti unique. Quant au Congrès du MPR, qui est convoqué tous les cinq ans, les synodaux estiment que la plupart des résolutions qui y sont promulguées restent lettre morte, ce qui paralyse la vie nationale.

Les protestants du Kasaï oriental dénoncent «le cumul des fonctions et l'hypocrisie générale des cadres» du MPR et proposent comme remède des ailes d'opposition au sein du parti. Ils réclament la suppression du Comité central du parti, les membres étant «des bourgeois aigris entretenus par le parti», et son remplacement par un système bicaméral.

Les synodaux critiquent aussi l'appareil judiciaire, gangrené par la corruption: «Les magistrats de la cour sont devenus des véritables bourreaux des paisibles citoyens.» Ils dénoncent encore la situation économique désastreuse, «marquée par la rareté des produits manufacturés sur le plan national, la dégradation du pouvoir d'achat du paysan et de l'infrastructure routière». Ils exigent «le rapatriement des devises détenues à l'extérieur par les hommes politiques et quelques opérateurs économiques».

Au Kasaï oriental même, les responsables protestants dénoncent «les cotisations journalières en faveur des gendarmes assurant la sécurité des marchés à Mbujimayi, qui rappellent les années des guerres civiles dans cette région, et ce trente ans après l'indépendance». Ils notent «que les cadres politiques sont presque tous de confession catholique dans un pays déclaré constitutionnellement laïc».

De son côté, l'Eglise catholique – qui compte 18 millions de fidèles sur 36 millions d'habitants, dont 95% sont considérés comme chrétiens – n'a pas mis des gants pour critiquer le régime. A tel point que le président Mobutu a exclu les évêques de la consultation nationale qu'il a lui-même lancée. Dans un mémorandum de la Commission épiscopale permanente du Zaïre, les évêques affirment que le Zaïre «a emprunté aux pays d'europe orientale une série d'institutions qui sont aujourd'hui clairement condamnées». La racine du mal se trouverait «dans l'ambiguïté du système, qui oscille entre libéralisme et totalitarisme», le népotisme étant une des conséquences.

Les évêques blâment aussi la concentration du pouvoir dans les mains du chef de l'Etat, qui est en même temps responsable du parti unique et du pouvoir exécutif. C'est pourquoi ils proposent la séparation des trois pouvoirs – législatif, exécutif et judiciaire.

Afin de remédier au «mal zaïrois», la Commmission permanente des évêques exige une nouvelle constitution et des réformes «pour promouvoir les vraies valeurs culturelles de notre peuple». Il est nécessaire, estiment-ils, de renoncer au «rôle dirigeant du parti, qui s'est placé au-dessus du peuple». Les évêques demandent qu'on lutte contre la fuite des capitaux. Ils réclament le renouvellement du réseau routier, l'amélioration des professions de la santé et de l'éducation, une meilleure rémunération des fonctionnaires.

Amis lecteurs, de Suisse et d'ailleurs, ce journal est votre journal, le lien entre ceux qui œuvrent ici et ceux qui travaillent «là-bas». Nous déplorons n'avoir pas assez de nouvelles de ceux de «là-bas» pour nos pages outre-mer, et pas assez de commentaires et réactions de ceux d'«ici» grâce auxquels nous pourrions éventuellement créer une page «courrier des lecteurs», alors, s'il vous plaît, exprimez-vous, nos pages sont ouvertes et attendent vos écrits.



«SŒPI» (Service Œcuménique de Presse et d'Information), No 16, 11.5.1990

Le nombre des réfugiés a passé à 15 millions

New York – Le nombre des réfugiés a augmenté de 50% durant les cinq dernières années – passant de 10 millions en 1985 à 15 millions en 1989. Ces chiffres ne comprennent pas un nombre au moins égal de personnes qui ont fui leur domicile pour la même raison que les réfugiés, mais restent dans leur propre pays.

En même temps que le nombre des réfugiés et personnes déplacées augmentait, les efforts de protection et d'assistance diminuaient. «Durant l'année passée, déclare Roger P. Winter, directeur du Comité des Etats-Unis pour les réfugiés, la diminution de la protection et de l'assistance pour les réfugiés... a affecté des millions d'entre eux. On aurait pu penser que la guerre froide, qui a coûté un chiffre incalculable de milliards, laisserait en s'affaiblissant un dividende de paix substantiel pour les réfugiés qui ont été les victimes directes de cette violence. Mais ce ne fut pas le cas.» Les enfants, qui composent 60% des réfugiés, ont été tout particulièrement affectés. Le budget du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés n'a pas pu faire face aux demandes croissantes de protection et d'assistance.

Voici les nationalités les plus fréquemment représentées parmi les réfugiés: Afghans (5'934'500), Palestiniens (2'340'500), Mozambicains (1'354'000), Ethiopiens (1'035'900), Irakiens (508'000), Angolais (438'000), Soudanais (435'000), Somalis (388'600), Cambodgiens (334'166), Iraniens (270'100), Rwandais (233'000), Burundais (186'500), Sahraouis (165'000), Vietnamiens (124'779), Tibétains (112'000), Sri- lankais (103'000).

Par continent, les chiffres sont les suivants:

Afrique	4'524'800
Asie de l'Est/Pacifique	574'100
Europe/Amérique du Nord	700'600
Amérique latine et Caraïbes	152'800
Moyen-Orient/Asie du Sud	9'141'600

«La Liberté», 31.5.1990

Jean-Pierre Hocké

Le repli sur soi est égoïste

«Ni humaine, ni politiquement sage», déplore Jean-Pierre Hocké parlant de la nouvelle approche adoptée par les Gouvernements vis-à-vis des réfugiés. Au milieu des années 80, la communauté internationale avait pourtant compris la nécessité d'adopter des solutions durables prévoyant le retour et le développement. «Aujourd'hui on a tout oublié. On ne demande au HCR que de nourrir. On veut lui donner un rôle réduit...»

Pour l'ancien patron du HCR, la situation actuelle découle de l'accord entre les deux supergrands qui n'ont pas réglé jusqu'au bout les conflits issus de la guerre froide. Et encore: de l'actuel repli sur soi de l'URSS préoccupée par ses problèmes internes. Troisième facteur enfin: l'évolution survenue en Europe centrale. «L'an passé», dit-il, «il y a eu soudainement une mutation dans les priorités. Ainsi, il n'y a plus désormais la politique voulue et nécessaire pour résoudre les problèmes des réfugiés». En faisant ainsi, on risque pourtant de s'engager dans des politiques de semi-famine.

Jean-Pierre Hocké tient, par ailleurs, à rétablir quelques vérités. Tout d'abord le fait que les 9/10 des réfugiés vivent dans le tiers-monde et non pas dans les pays riches. Il est faux de croire, par ailleurs, qu'ils veulent s'installer chez nous. Ce qu'ils désirent, dit-il, c'est avant tout de retourner chez eux. D'où la nécessité justement d'envisager des solutions durables, prévoyant leur retour, leur permettant de se réintégrer lors du rapatriement. «Eviter à tout prix la perte de leur dignité, leur permettre de garder l'espoir et de s'assumer». Aujourd'hui, tout préoccupés par l'Europe que nous sommes, nous ne pouvons pas oublier le reste du monde, estime l'ex-haut-commissaire. Les responsables politiques doivent donc modifier leur approche. Car le repli sur soi est égoïste. Il peut, comme on le voit déjà, mener au racisme et à l'antisémitisme. Ou pire, car peut-être, le plus grave reste encore à venir...

Propos recueillis par Angelica Roget

«24 Heures», 2.5.1990

Soutien aux minorités culturelles

Berne accueillante

Le gouvernement bernois lance une procédure de consultation pour apporter un soutien aux tziganes et aux minorités linguistiques du canton. L'amendement de la loi sur l'encouragement des activités culturelles propose notamment de subventionner les communes accueillant des nomades.

Le Conseil-Exécutif espère encourager ainsi les communes à aménager des places de stationnement pour les tziganes. Les répercussions financières du projet de loi sont évaluées à 200 000 francs par année pour l'entretien des terrains réservés aux nomades. L'aménagement de nouvelles places sera subventionné à raison de 50% au maximum. Diverses interventions au Grand Conseil avaient souligné la nécessité de créer une base légale pour soutenir les tziganes.

La modification de la loi concernera également l'importante minorité francophone domiciliée dans le canton, ainsi que les italophones et les romanches. «La préservation de ces minorités culturelles exige la mise en œuvre de mesures spécifiques», explique la Direction de l'instruction publique (DIP), dans le message. — (ats)

«Domaine Public», 3.5.1990

Commune entreprenante

(jd) A l'avenir, la ville allemande de Rottweil ne livrera plus aux consommateurs de l'énergie primaire mais de la chaleur et de la lumière. Constatant que les faibles coûts de l'énergie n'incitent pas à l'installation des équipements les plus performants, les services industriels de cette ville veulent prendre à leur charge les coûts d'investissement des chauffages lors de rénovations et de constructions nouvelles. L'usager paiera le prix du gaz consommé et l'amortissement de l'installation. Grâce aux économies d'énergie réalisées, ce nouveau système est moins cher pour l'usager et contribue à la protection de l'environnement. Les services industriels prévoient également d'équiper eux-mêmes l'éclairage des entreprises et des administrations avec des installations à basse consommation et des dispositifs de réglage modernes.





«La Liberté», 8.5.1990

Drame des paquets de müesli

Des Anglais très perspicaces

L'une des plus mystérieuses questions concernant le müesli vient enfin d'être résolue par l'Institut de l'alimentation de Norwich. Depuis deux ans, les scientifiques se demandaient pourquoi les noisettes et les raisins secs remontaient toujours à la surface des boites de müesli.

LONDRES
MARIE-FRANÇOISE GOLINSKY

Ils ont maintenant la réponse: lorsqu'une noisette monte, cela crée un grand vide, aussitôt comblé par des flocons de céréales, qui se déplacent facilement à cause de leur faible poids. En revanche, il faudrait que plusieurs flocons de céréales — au moins une trentaine —bougent pour céder la place à la noisette ou aux raisins secs, ce qui est statistiquement improbable.

Grâce à une simulation des particules sur ordinateur, l'équipe de Norwich a reproduit les mouvements des différents ingrédients du müesli. Elle a ainsi démontré qu'il était important que le remplissage des boîtes s'effectue à jet continu et sous pression constante, sinon les éléments lourds seront projetés en avant et les plus légers traîneront derrière.

Cette étude n'est pas aussi frivole qu'on pourrait le penser de prime abord. Elle permet d'aider les industriels à comprendre pourquoi il est si difficile de mélanger des bouquets de choux-fleurs avec des petits pois dans les paquets de légumes surgelés. Là encore, le chou-fleur a tendance à monter à la surface. Cette étude, publiée cette semaine dans le *New Scientist*, explique pourquoi le lait et le café en poudre mélangés dans les distributeurs automatiques tend à être de mauvaise qualité: lorsque la machine entre en action et vibre, les grains de lait, plus volumineux, se déposent au fond de la tasse et forment des grumeaux déplaisants. Un dernier conseil prodigué par l'équipe de Norwich: secouer un paquet de müesli n'aide en rien pour répartir les divers composants; au contraire, la séparation des céréales et des autres ingrédients ne fait que s'accentuer.

M.-F. G.

«Le Monde», 19.5.1990

Festival de films de Fribourg: défi

Passer professionnels

Agé de onze ans aujourd'hui, le Festival de films du tiers-monde, devenu Festival de films de Fribourg, modifie ses structures pour mieux préparer le saut de la biennale à la manifestation annuelle.

Fini l'amateurisme, vivent les structures professionnelles. Le Festival de films du tiers-monde, devenu Festival de films de Fribourg, saute le pas du professionnalisme. L'équipe qui, en cinq éditions, lui a donné une réputation internationale change ses structures et se prépare à devenir annuel dès 1992.

Pratiquement, le changement de structure sera marqué par la démission de la présidente Magda Bossy, qui fut, il y a onze ans, l'instigatrice du festival, organisé à l'occasion des 25 ans d'Helvetas. Yvan Stern, une des chevilles ouvrières des cinq premiers festivals de Fribourg, a été élu à la présidence. Il abandonne du même coup sa responsabilité dans la direction du festival.

La mise sur pied de sa prochaine édition, en 1992, a été confiée à Martial Knaebel, qui a été engagé à titre professionnel pour ce travail de direction. Un administrateur et une secrétaire seront nommés ultérieurement.

Cette professionnalisation de l'organisation du festival a été jugée indispensable par rapport à l'importance prise par la manifestation. Elle permettra de maintenir cette particularité qu'est le cycle de films qui suit le Festival de Fribourg et lui donne toute son ampleur.

La facture de cette restructuration impliquera une augmentation des charges de 75 000 francs par an, qui devront être couverts par des subventions nouvelles.

Lors de la dernière édition du Festival de Fribourg, 60 films (28 de plus qu'il y a deux ans) ont été sélectionnés, venant de 17 pays. Entre le festival et le cycle de projections qui l'a suivi dans toute la Romandie, ce sont 405 projections qui ont été organisées dans 24 salles différentes, de 18 villes ou localités.

Avec 28 films et 257 projections de plus que lors de l'édition 1988, le festival a connu une certaine stabilité du nombre des spectateurs. Plus de 20 000 spectateurs ont été recensés, dont 6400 à Fribourg, 5040 à Genève, 4550 dans le canton de Vaud, 2270 dans celui de Neuchâtel.

Sur un budget qui a, cette année, dépassé les 300 000 francs, 85 000 francs ont été versés aux rélaisateurs, producteurs et distributeurs des films présentés sous forme de droits d'auteurs ou de prix. **AR**

HONDURAS

Les Américains perdent la « guerre de la banane »

Le monopole exercé depuis un siècle par les multinationales bananières américaines Chiquita Brand et Standard Fruit au Honduras a pris fin, jeudi 17 mai, avec la décision de la cour d'appel de San Pedro Sula d'accorder à la société britannique Fiysses le droit d'exporter des bananes honduriennes.

La controverse, qualifiée au Honduras de « guerre de la banane », avait commencé en avril dernier lorsque la Compagnie agricole de Sula (CAGSSA) avait rompu le contrat d'exclusivité qui la liait à la Tela Railroad Company (filiale de Chiquita Brand) jusqu'en décembre 1991, en vendant également des fruits à la Fiysses. Pour répliquer à cette « peau de banane » britannique qui écorchait son monopole, la Tela avait alors obtenu d'un tribunal la mise sous séquestre de 82 000 caisses de fruits achetées par la Fiysses.

Les producteurs indépendants avaient pour leur part lancé un appel au gouvernement pour commercialiser leurs fruits à de meilleurs prix : la Fiysses offrait quatre dollars par caisse contre un dollar pour la Tela. Du coup, la cour d'appel de San Pedro Sula a tranché jeudi en faveur des Britanniques : les 82 000 caisses de bananes de la Fiysses seront livrées... – *(AFP.)*



«Le Monde», 11.5.1990

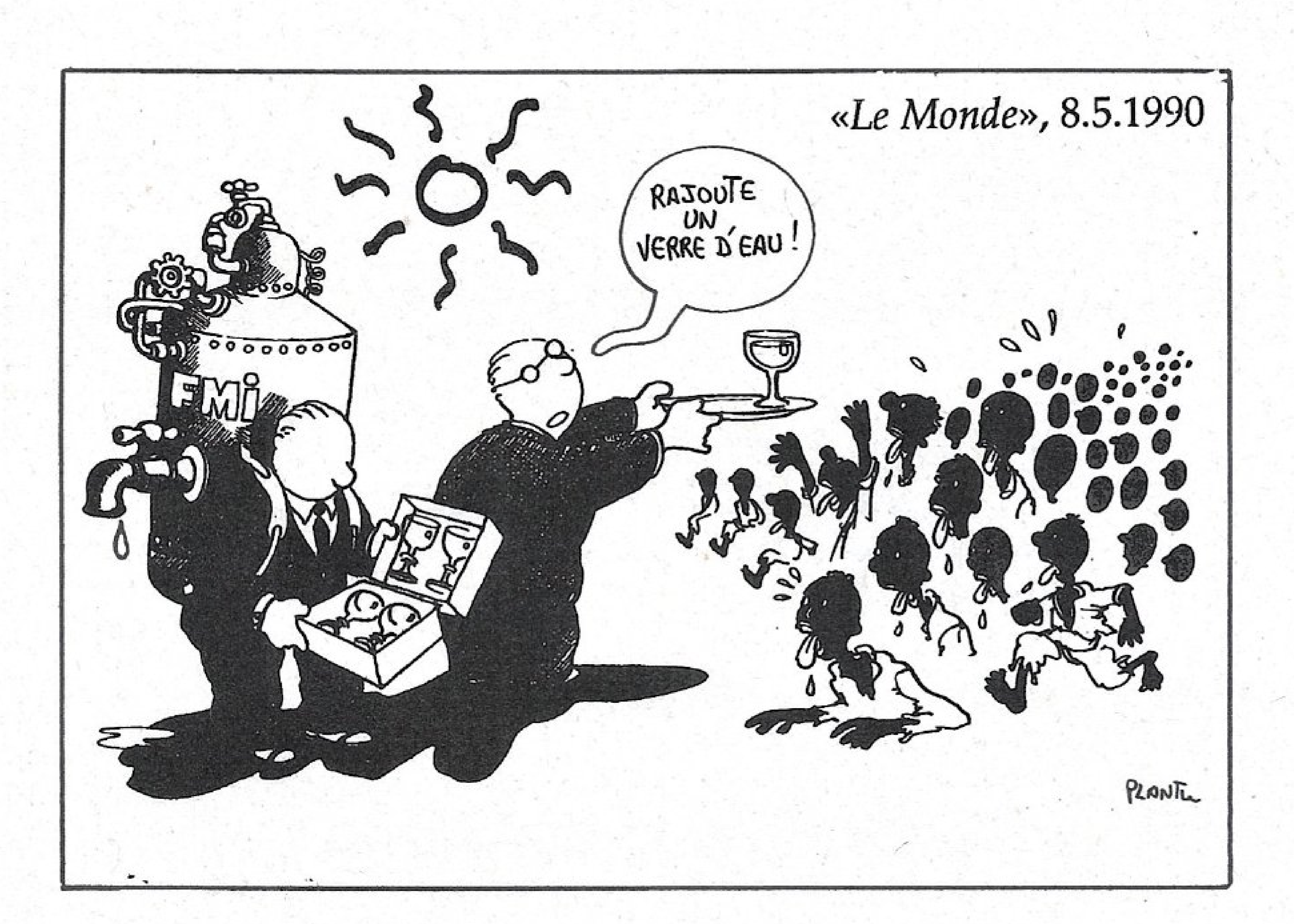
HAITI

La présidente souhaite des élections avant septembre

La présidente provisoire d'Haïti, Mme Ertha Pascal-Trouillot, a exprimé mercredi 9 mai à Port-au-Prince sa *« ferme conviction »* que les élections générales auraient bien lieu dans son pays et a souhaité que celles-ci se déroulent *« dans un délai qui ne dépasse pas le mois de septembre »* prochain. Mme Pascal-Trouillot a cependant précisé qu'il revient au Conseil électoral provisoire (CEP), chargé d'organiser les élections, d'en fixer le calendrier.

Interrogée sur les craintes exprimées par certains observateurs face aux difficultés rencontrées pour la mise en place du CEP, elle a affirmé que *« le cap des inquiétudes a été franchi »* et que le conseil *« va pouvoir commencer son travail »*. La présidente, choisie par l'ensemble des partis et arrivée au pouvoir le 13 mars dernier après la chute du général Prosper Avril, a par ailleurs tenu à démentir catégoriquement qu'elle ait des craintes pour sa sécurité ou celle de sa fille, comme le laissait entendre le *Washington Post* le 7 mai dernier ; elle a souligné qu'elle entretient de *« très bons rapports avec l'armée »* qui, lors d'une visite qu'elle a effectuée au Grand Quartier général lundi, lui a encore *« renouvelé sa décision de collaborer à la bonne tenue des élections »*. – (AFP.)

«Le Monde», 8.5.1990



CANDIDATURE AU FMI ET À LA BANQUE MONDIALE

La Suisse frappe à la porte du monde

«Domaine Public», 24.5.1990

(*pi*) Cela fait un moment que la Suisse louche du côté du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque internationale de reconstruction et de développement (BIRD), plus communément appelée Banque mondiale, puisque la décision de principe d'une adhésion remonte à 1962. En posant officiellement la candidature helvétique, le Conseil fédéral a fait un pas décisif pour rejoindre deux institutions dont tout le Monde, ou presque, fait partie.

«Le Monde», 26.5.1990

La présence militaire française en Afrique

Plus de six mille hommes dans cinq pays

Quelque 6 600 militaires français sont actuellement stationnés en Afrique en vertu d'accords de défense passés par Paris avec cinq pays : la Côte-d'Ivoire, le Sénégal, la République centrafricaine, le Gabon et Djibouti.

– Gabon : environ 500 hommes du 6e BIMa (bataillon d'infanterie de marine) équipés d'automitrailleuses légères (AML), et bénéficiant d'une couverture aérienne composée d'avions de chasse, de transport et de ravitaillement.

– Côte-d'Ivoire : 900 hommes dont 500 du 43e BIMa dotés de blindés et de véhicules légers, et une centaine d'assistants militaires techniques jouant un rôle de conseiller.

– Sénégal : 1 150 hommes du 10e BIMa équipés d'AML, et bénéficiant d'un avion de patrouille, d'hélicoptères et d'un avion-cargo de transport.

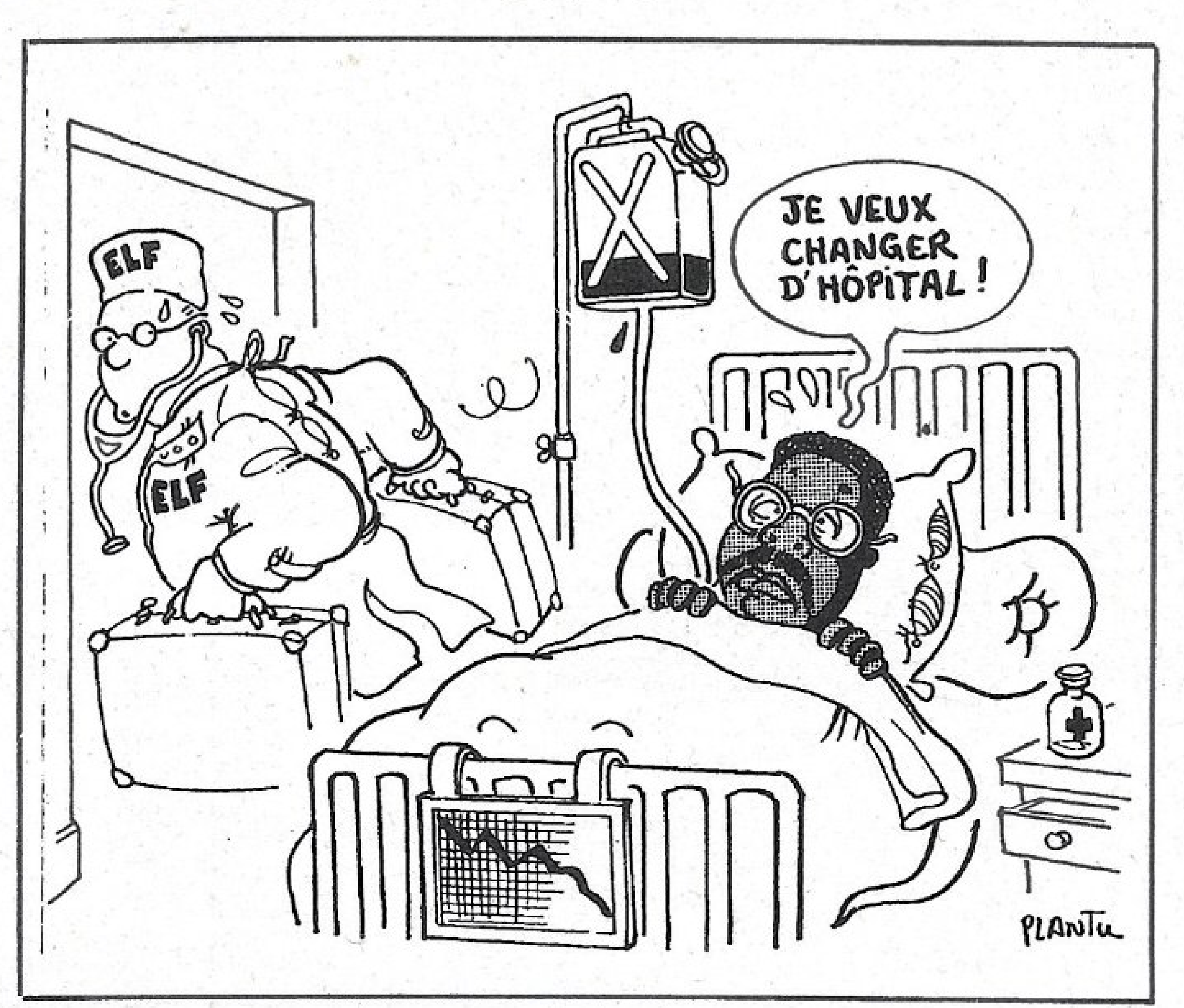
– République centrafricaine : 1 200 hommes de la 11e Division parachutiste et de la 9e Division d'infanterie de marine, dont un peu plus de la moitié à Bangui et le reste basé à Bouard.

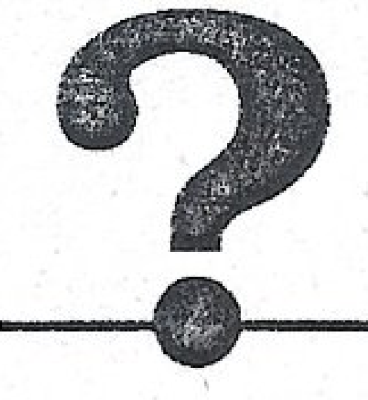
– Djibouti : un peu plus de 3 600 hommes, essentiellement du 5e régiment interarme outre-mer (RIAOM) et de la 13e Demi-Brigade Légion étrangère (DBLE) dotés de chars et de blindés, d'hélicoptères. Des avions de chasse, un patrouilleur et un avion-cargo de transport assurent la présence aérienne.

Enfin, les militaires français sont présents au Tchad dans le cadre d'une mission spécifique, à la demande du gouvernement tchadien, la mission « Epervier ».

La crise au Gabon

«Le Monde», 30.5.1990





Théologie de la libération
Dieu au présent

Un des propos de la théologie de la libération est de nommer Dieu dans le présent du monde. Exercice délicat, plein de risques, mais combien urgent non seulement pour les chrétiens qui, pour leur part, auraient plutôt tendance à le nommer trop facilement, mais pour le monde, en particulier le monde des pauvres, le monde des exclus. Pouvoir nommer Dieu, le Dieu des béatitudes, le Dieu du magnificat, c'est abandonner une vision déterministe et fataliste de l'histoire et marcher avec lui vers une libération.

Travaillant l'évangile de Luc depuis quelques temps, je suis frappé que ce soit chez un évangéliste à la réputation de riche cultivé – un «bourgeois» de l'époque – qu'on trouve les textes (en particulier les deux précités) qui ont inspirés le plus fortement la théologie de la libération, qui retrouvait ainsi la fraîcheur et le dynamisme de paroles faites pour le plein air de l'engagement et de la lutte pour la vie, plutôt que pour la serre chaude des répétitions pieuses.

Nommer Dieu, pour Luc, c'est dire la seule espérance du monde. C'est rappeler la bonne nouvelle proclamée par Jésus de Nazareth. Mais c'est en même temps préciser le public visé par cette proclamation! Et nous ne sommes pas forcément aux premières loges! Luc l'indique bien qui rappelle que Jésus, le prophète, n'est pas accueilli dans sa patrie. Que, d'une certaine manière, il doit contourner les siens pour accomplir sa mission. La seule façon dont l'évangile peut être bonne nouvelle pour tous est d'être d'abord bonne nouvelle pour les pauvres! C'est pourquoi l'évangile vécu par les communautés d'Amérique latine, d'Afrique du Sud et partout ailleurs comme Parole libératrice de Dieu pour aujourd'hui me réjouit infiniment: j'y reconnais l'aujourd'hui du salut cher à Luc!



Dieu, nous rappelle à mon avis l'évangéliste, nous invite à ce dépla cement. Mais alors, qu'en est-il de nous, qui vivons dans des pays et des Eglises riches et dont l'engagement est souvent velléitaire et idéaliste? Nous exclut-il de la promesse? Non, mais il nous appelle à une lucidité intelligente (l'«économe infidèle») et à une conversion joyeuse: Dieu ne se laisse pas nommé dans nos mécanismes de défense et dans nos recherches de sécurité, il nous surprend, au hasard des rencontres et des cheminements, comme quelqu'un qui nous accepte tels que nous sommes, mais nous ouvre de nouvelles perspectives de vie. Notre individualisme, notre indifférence, notre besoin maladif d'assurance, notre culte de la performance et notre soumission conformiste aux autorités ne sont ni des dieux, ni des fatalités! Un avenir autre nous est ouvert. Et ne pourrions-nous pas, cet avenir, le nommer: Dieu?

Jean-Pierre Zurn

«Nucléaire: Par ici la sortie!»

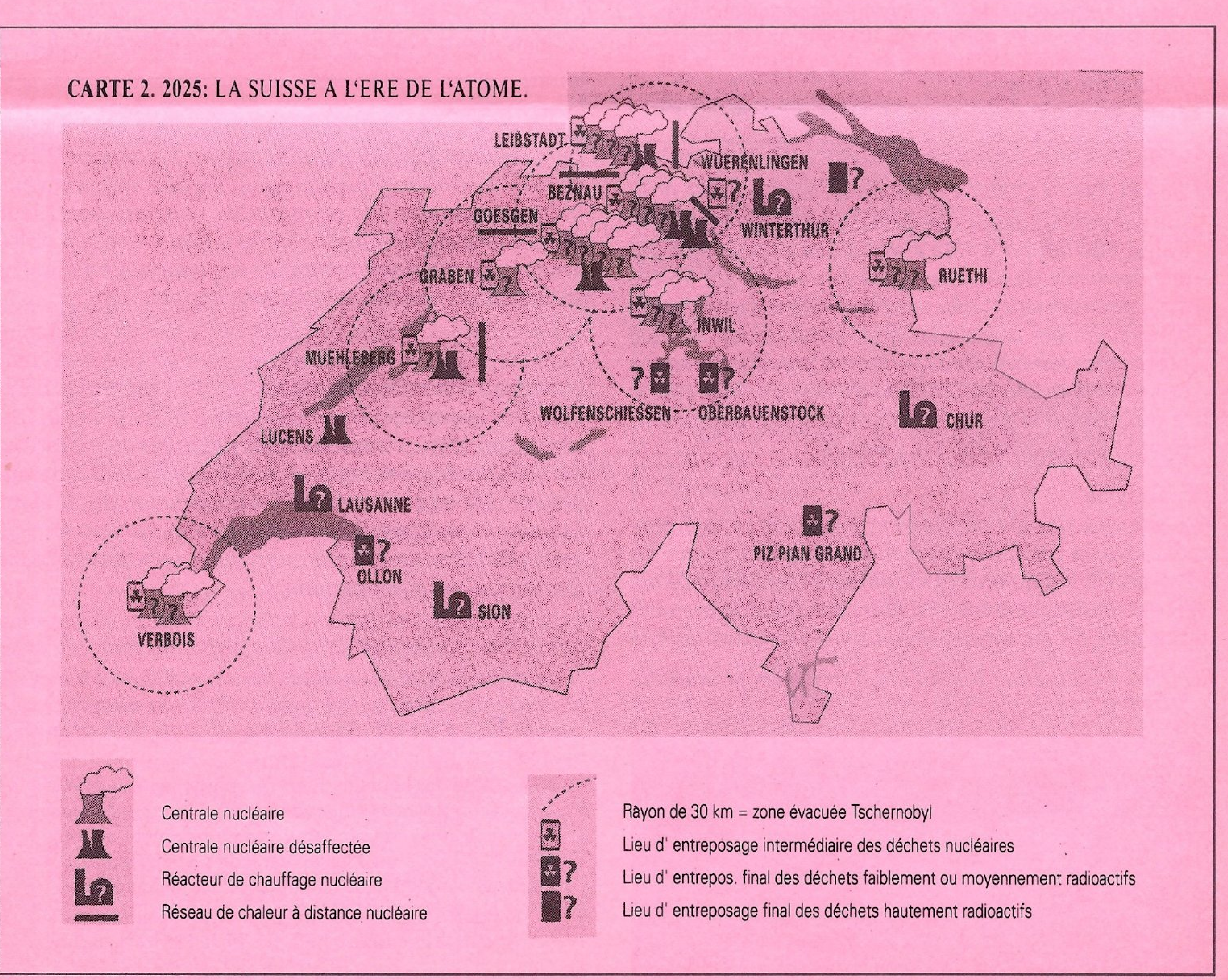
Le 23 septembre prochain, le peuple sera appelé à s'exprimer sur 2 initiatives d'une portée peu commune. «Interrogation» a jugé utile de demander le dossier ci-dessous pour en préciser les enjeux.

La première initiative, «Halte à la construction de centrales nucléaires» (dite aussi du «moratoire») demande qu'aucune nouvelle centrale nucléaire ne soit construite dans les dix prochaines années.
La seconde, «Pour un abandon progressif de l'énergie atomique» demande qu'aucune nouvelle centrale ni aucune nouvelle installation de traitement de combustibles nucléaires ne soit mise en service dans le pays. Les centrales existantes seront désaffectées le plus rapidement possible (soit, au plus tard, d'ici une vingtaine d'années). Par ailleurs, la Confédération et les cantons veilleront à ce que «l'énergie électrique soit économisée, mieux utilisée et produite de manière à respecter l'environnement».
Sera soumis au peuple par la même occasion un projet d'article constitutionnel proposé par le Conseil fédéral. Il prévoit un premier ensemble de mesures en faveur des énergies renouvelables et de la limitation du gaspillage.

Les Suisses ont déjà voté sur des questions semblables en 1979 et en 1984. Cette dernière consultation a échoué de peu: 45% de oui contre 55% de non et 7 cantons contre 19. Pour la petite histoire, signalons qu'une enquête effectuée après la votation a montré que 10% des citoyens se sont trompés et ont voté non, croyant par là dire non au nucléaire...

Depuis 1984, la situation s'est aggravée...
– Le projet de Kaiseraugst s'est révélé irréalisable, tant pour des questions techniques que politiques. Ce projet mal venu aura coûté 350 millions de francs aux

CARTE 2. 2025: LA SUISSE A L'ERE DE L'ATOME.



contribuables (dédommagements versés aux promoteurs) et des années de luttes, de divisions et de tensions dans la commune de Kaiseraugst, les cantons d'Argovie et de Bâle, au Parlement et au gouvernement fédéral, sans compter l'énorme travail fourni par les militants, toutes tendances confondues.

- Tchernobyl a explosé, provoquant une catastrophe sans précédent.
- Le surgénérateur de Creys-Malville, avec sa technologie mal maîtrisée, entretient un suspense infernal et permanent.
- La centrale catalane de Vandallelos a momentanément échappé au contrôle de ses opérateurs et frôlé la catastrophe; le gouvernement espagnol vient de décider sa démolition!

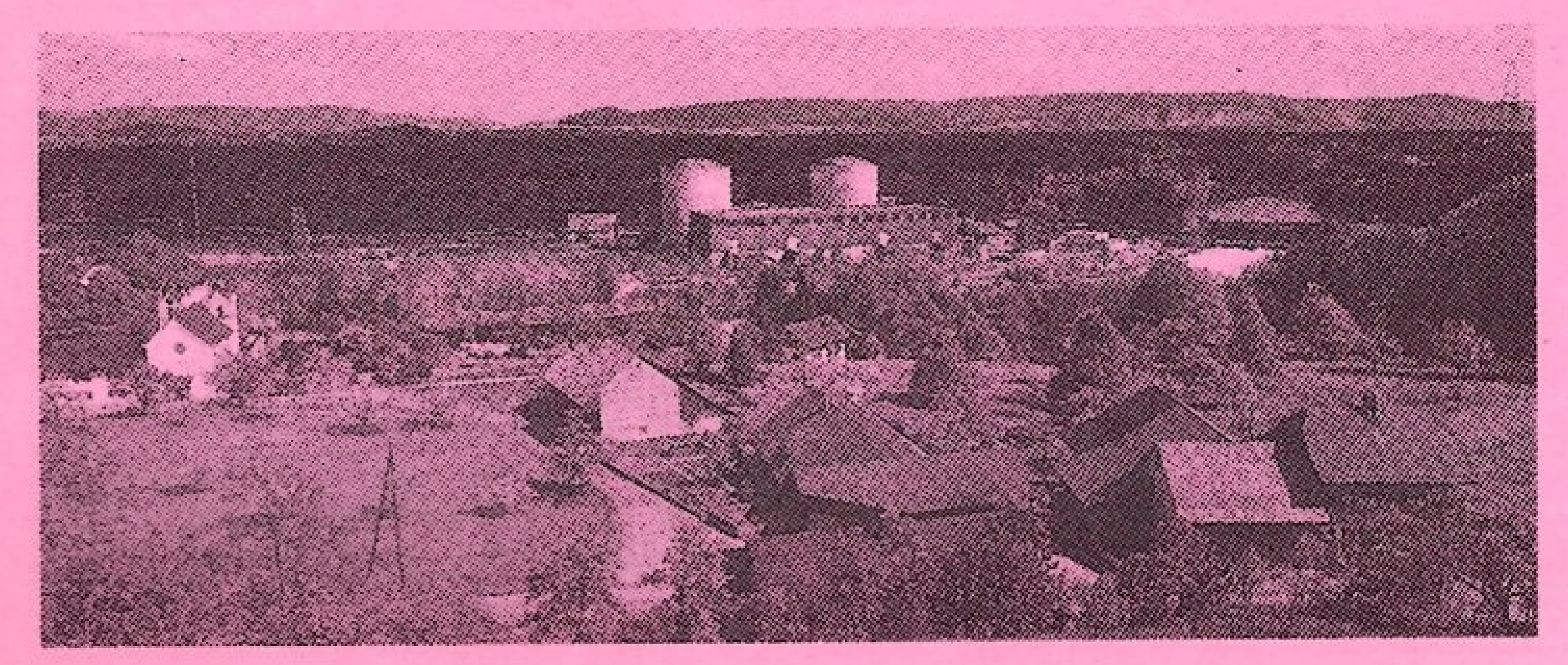
> «Quatre ans après l'explosion de Tchernobyl, tout espoir de décontamination des régions gravement touchées et riches en terres fertiles afin de les rendre à l'occupation humaine a disparu. Selon les dernières estimations soviétiques, le coût de la décontamination dépasserait sensiblement les 300 milliards de dollars...»
>
> Der Spiegel, 23 avril 1990

- De son côté, la CEDRA poursuit en vain sa quête d'un site propice au dépôt des déchets provenant des centrales. Elle fait pour cela appel à des géologues à qui elle demande de localiser dans notre sous-sol un endroit parfaitement stable, sans circulation d'eaux, et qui conservera ces caractéristiques pendant les 100.000 prochaines années. Une question à laquelle personne ne peut répondre; la CEDRA, qui devait avoir résolu le problème à la fin 85, poursuit sa quête impossible, semant la discorde sur son passage.

La paralysie

Très engagée dans le nucléaire et paralysée par ses contradictions, la politique énergétique suisse se trouve au point mort. C'est qu'on a gardé ouverte l'option nucléaire bien que, politiquement, il apparaisse pour le moment impossible de construire de nouvelles centrales. Les

Centrales nucléaires de Beznau I et II (réacteurs pressurisés), 2x350 MW



> «100 000 ans. C'est une très longue durée, difficile à imaginer. Et si on avait demandé de prévoir l'avenir à un homme d'il y a 100 000 ans? Premièrement, c'eût été un Homme de Néanderthal, puisque l'homme actuel n'avait pas encore fait son apparition sur la terre. Il aurait dû être bien perspicace, ce Néanderthalien, pour dire que le climat allait se détériorer dans une vingtaine de milliers d'années, et que la forêt dans laquelle il vivait allait disparaître; que des glaciers importants allaient occuper tout le pays, s'écouler jusque près de la confluence du Rhône et de la Saône, accumulant plus de 1000 mètres de glace sur le plateau suisse; que, après une occupation de vingt mille ans, ces glaciers allaient se retirer, laissant derrière eux un pays désolé où les forêts allaient péniblement reprendre pied, le climat restant très mauvais pendant encore vingt mille ans; que les glaciers allaient avancer de nouveau et recouvrir tout le pays pour dix mille ans encore... Et ce résumé ne donne aucune idée des centaines de tremblements de terre qui se produisirent, des milliers d'éboulements qui modifièrent les versants des montagnes, des dizaines de milliers d'inondations au cours desquelles les plaines alluviales comblèrent les vallées.»
>
> Marcel Burri, «Qu'en faire?», Editions d'en bas, Lausanne.

producteurs d'énergie espèrent un revirement de l'opinion (la population va-t-elle oublier Tchernobyl?), ou alors la conclusion d'un accord sur les dédommagements qu'ils sauront arracher aux autorités pour renoncer à leur propre erreur. Pendant ce temps, rien ne se fait et les adeptes du nucléaire voient les arguments leur filer entre les doigts comme une poignée de sable:

a) Les centrales, même construites avec le plus grand soin, mettent en jeu de telles énergies et sont d'une telle complexité qu'il s'est révélé impossible d'en estimer la fiabilité. Aux imperfections techniques, il faut ajouter le facteur humain qui n'a rien de négligeable puisque c'est aux surveillants de prendre rapidement les décisions qui s'imposent en cas d'imprévu. Le nombre de fausses manœuvres engagées dans les centrales de tous les pays est là pour témoigner de ce que nous savons depuis l'aube des temps: nul n'est parfait!

> Au sujet des hommes employés dans le nucléaire en France, c'est-à-dire dans un pays moins différent du nôtre que ne l'est l'Ukraine, Yves Tanguy, inspecteur général pour la sûreté nucléaire, déclare:
>
> «La qualité des hommes, leurs comportements individuels et collectifs, leurs pratiques de travail et plus généralement leur «culture», ne paraissent pas globalement adaptés à l'enjeu, et ceci à tous les niveaux de responsabilité, et en particulier à celui de la hiérarchie et des «managers».»
>
> «Rapport Tanguy», document interne et confidentiel sur la sûreté nucléaire à l'Electricité de France, le 8 janvier



Sur l'évaluation des risques d'accidents graves, calcul entaché d'une «notable marge d'incertitude»:

«Il faut donc considérer que dans l'état actuel de sûreté du parc Electricité de France, la probabilité de voir survenir un tel accident sur une tranche du parc dans les 10 ans à venir peut être de quelques pour cent.»

«Rapport Tanguy»

b) Le prix du kilowattheure nucléaire n'a fait qu'augmenter, réduisant à peu de choses les espoirs placés dans cette source d'énergie. Le calcul de ce prix est d'ailleurs effectué de manière assez arbitraire puisque

- on ignore ce que coûtera la mise hors service des centrales arrivées en fin de vie (après quelque trente ou quarante ans d'exploitation). On l'estime actuellement à quelques centaines de millions de francs!
- on ignore ce que coûtera l'entreposage des déchets radioactifs, pour autant qu'on trouve une solution à ce problème...
- on ne tient pas compte du coût social de la chaîne nucléaire (recherches effectuées aux frais de la communauté, maladies provoquées par les radiations, etc.) sans parler de ce que coûterait l'évacuation (oui mais où?) de quelques dizaines ou centaines de milliers de personnes en cas de catastrophe.

Le kilowattheure le meilleur marché, c'est le kilowattheure économisé.

c) La pénurie qui, comme l'affirmaient les producteurs et la Commission fédérale de l'énergie, nous guettait au virage des années 89-90 au cas où l'on ne se déciderait pas à construire au moins Kaiseraugst ou Graben, ne s'est toujours pas fait sentir: la Suisse reste le premier exportateur européen d'électricité par rapport à sa consommation propre!

Mais au lieu de changer clairement de cap avant qu'une catastrophe ne nous y contraigne, au lieu de réduire notre dépendance face à l'étranger (la Suisse ne produit pas d'uranium et dépend de l'étranger pour le traitement et le stockage de ses déchets), les producteurs s'entêtent. En témoigne l'ampleur de la campagne de publicité «L'électricité c'est toute la vie» qui, sans l'annoncer clairement, prépare la population à la consultation du 23 septembre. Selon certaines estimations, le coût de cette campagne (payée en dernière analyse par les consommateurs!) s'élève à 50 millions de francs. Il est intéressant de rapprocher cette somme de celle que l'Office fédéral de l'énergie a consacré en 1989 à la recherche dans le domaine de l'énergie: 20,2 millions.

Comment s'en sortir?
Si les oui l'emportent le 23 septembre, nous pourrons enfin sortir de l'impasse dans laquelle nous nous sommes fourvoyés et réorienter nos efforts engagés dans le nucléaire vers les énergies renouvelables, vers une politique qui tienne compte des réalités économiques, humaines et écologiques.

Une politique énergétique cohérente
Au lendemain de la catastrophe de Tchernobyl, le Parlement a demandé au Conseil fédéral de charger un groupe d'experts d'étudier la question suivante:

A supposer que la Suisse décide de renoncer à l'énergie nucléaire, quelle serait la meilleure manière d'y parvenir et quelles en seraient les conséquences?

Ceci en tenant compte des contraintes suivantes:

- Pas d'importation supplémentaire de courant étranger
- Pas de recours à de grandes centrales à énergie fossile
- Pas d'augmentation de la consommation d'énergie fossile
- Pas d'augmentation des émissions nocives et de CO_2
- Pas d'épuisement des ressources hydrauliques.

Les experts ont répondu à cette question en avançant dix-huit scénarios dont les plus significatifs sont présentés dans la brochure «Les choix énergétiques», résumé du rapport du Groupe d'Experts sur les Scénarios Energétiques (GESE)*.

Il faut savoir que notre situation actuelle n'est pas inconfortable: la Suisse exporte de l'électricité. Elle est même le plus gros exportateur de courant d'Europe par rapport à sa consommation propre. En 1988, c'est l'équivalent d'un cinquième de sa consommation nationale qui a été vendu à l'étranger.

Pour limiter ou diminuer la part du nucléaire sans freiner la croissance, il faut travailler parallèlement sur deux fronts:

Augmenter la production d'électricité non-nucléaire
Principales techniques envisagées: les centrales chaleur-force (p.ex., dans un bâtiment, un moteur à gaz produisant à la fois de la chaleur et de l'électricité, de manière beaucoup plus rationnelle que les chaudières habituelles), l'hydroélectricité, le solaire.

---

* On peut se la procurer auprès de l'Office central fédéral des imprimés et du matériel, 3003 Berne, 031/61 39 08, (15.– l'exemplaire, 12.– à partir de 12 ex.)

Réduire la demande en favorisant une utilisation rationnelle de l'électricité

Les membres du GESE rappellent d'emblée ce qu'ils appellent «le fait fondamental»: «Dans presque toutes les utilisations de l'énergie, nous consommons de deux à cinq fois plus d'énergie que nécessaire». «La consommation optimale est la consommation à laquelle on peut se tenir sans rien changer d'essentiel à son confort mais en donnant la priorité à l'utilisation rationnelle de l'énergie.»

Ces mesures, on l'imagine facilement, ne s'improvisent pas. Il s'agit de rééquilibrer toute notre politique énergétique, d'adopter une nouvelle loi sur l'électricité et de se doter de politiques cantonales adéquates. Plus tôt nous nous y mettrons, plus simple sera l'opération.

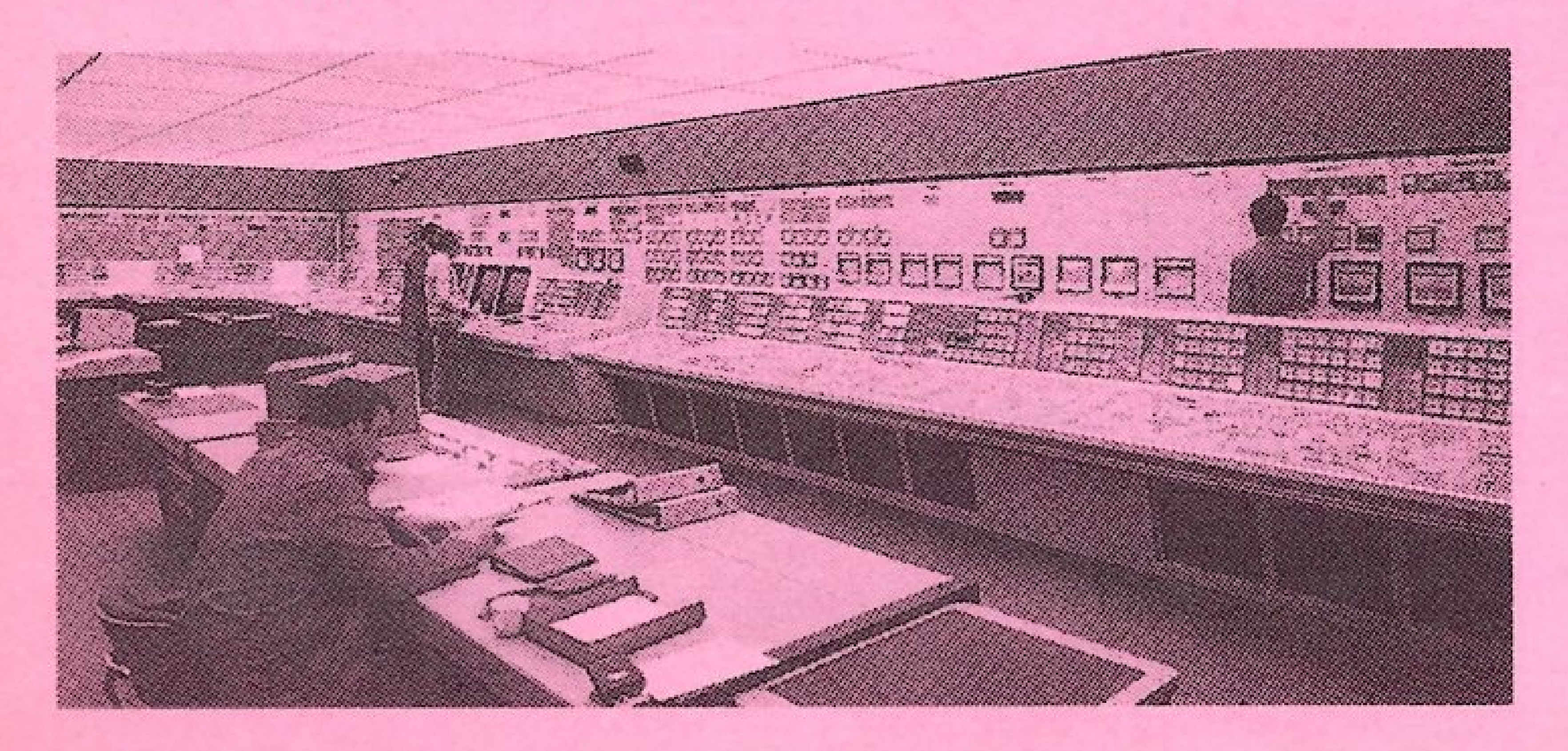
> «En se dotant d'une politique énergétique rationnelle, la Suisse peut, d'ici 2025, ramener sa dépendance face à l'étranger de 85% à 68%.»
>
> C.U. Brunner, du GESE

Rappelons que tous les scénarios envisagés respectent les contraintes citées ci-dessus sur le respect de l'environnement, le maintien de notre niveau de vie, l'amélioration de sa qualité et la sauvegarde de notre indépendance énergétique.

Certains milieux ayant émis des doutes sur la possibilité de sortir du nucléaire sans renoncer à notre style de vie, les auteurs de ce rapport précisent expressément que «Aucun des scénarios n'implique un déficit d'énergie qui nécessiterait un rationnement, un contingentement ou des coupures de réseau».

Une nouvelle politique énergétique mettant l'accent sur les énergies renouvelables serait par ailleurs très profitable à notre économie. De nombreux corps de métiers ont tout à gagner de l'installation de centrales chaleur-force et de capteurs solaires, de l'amélioration du rendement des chauffages, du renouvellement du parc de nos machines par des machines moins gloutonnes en énergie, de l'amélioration de l'isolation, etc.

Poste de commande (centrale nucléaire de Leibstadt)



Remarquons encore que les scénarios basés sur l'abandon du nucléaire se traduisent par une réduction des émissions de CO_2 (puisqu'ils impliquent une utilisation rationnelle de l'énergie) alors que la poursuite de notre politique actuelle débouche sur une augmentation de ces émissions et l'aggravation de l'effet de serre.

> La consommation d'énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz) produit inévitablement du CO_2 qui se concentre en partie dans l'atmosphère. Cette concentration de CO_2 contribue (avec d'autres agents produits par l'homme) à ce qu'on appelle l'effet de serre, c'est-à-dire au lent réchauffement de la planète. La substitution des énergies fossiles par l'énergie nucléaire diminue les émissions de CO_2. C'est pourtant dans le scénario Abandon 2025 que les émissions de CO_2 sont les plus faibles (moins 10% par rapport à 1985) alors que dans le scénario Référence (poursuite de la politique actuelle) elles augmentent (+9%). C'est un résultat un peu paradoxal, mais qui s'explique facilement: les économies d'énergie sont simplement un moyen plus efficace pour diminuer le CO_2 que la substitution par l'énergie nucléaire.

Le GESE conclut ainsi son rapport: «Il existe aujourd'hui une grande marge de manœuvre politique. Cette marge provient avant tout des vastes possibilités d'utilisation rationnelle de l'énergie. La balle est maintenant dans le camp politique»Σ.

> «Le fait qu'il existe des potentiels suffisants de substitution à l'énergie nucléaire et d'utilisation rationnelle ne signifie pas que ces potentiels soient faciles à réaliser! Les politiques nécessaires au maintien de l'énergie nucléaire à son niveau actuel (moratoire) ou à l'abandon de cette forme d'énergie sont difficiles à mettre en œuvre, *tout comme d'ailleurs une politique de construction de nouvelles centrales nucléaires.*»
>
> GESE, «Les choix énergétiques»

Il est donc grand temps que la Suisse opte pour une nouvelle voie. Tant que l'option nucléaire restera ouverte, nous resterons figés dans notre paralysie actuelle. On ne peut courir deux lièvres à la fois. L'argent, l'intelligence et les efforts investis dans le nucléaire doivent être redirigés vers les énergies renouvelables et leur utilisation rationelle. Ce n'est qu'en mettant clairement fin à l'aventure nucléaire par un triple OUI le 23 septembre que nous pourrons redresser la barre.

Jean-Bernard Billeter
Ingénieur EPFZ
Secrétaire romand du Comité «Sortir du nucléaire»



Stage final d'été 1990

Date: du 1er au 21 juillet 1990
Lieu: Chalet Analakely, 1897 Le Bouveret/VS

Cette session s'adresse principalement aux candidats qui se préparent à travailler outre-mer, à la suite de la réflexion vécue dans les centres régionaux, sur nos engagements dans le monde d'aujourd'hui. Pour s'inscrire à cette session il faut avoir suivi un stage d'introduction.

Au cours de ce stage, nous approfondirons les relations humaines et la vie en équipe: nous vivrons une étude de milieu; nous aurons une journée centrée sur l'hygiène tropicale et une autre sur la connaissance des moteurs et des pannes habituelles; nous réfléchirons au sens du message biblique pour un engagement chrétien dans le tiers monde, et nous analyserons des cas vécus, réfléchissant également au choc des cultures, etc. Si vous avez des suggestions à présenter, veuillez envoyer celles-ci en même temps que votre bulletin d'inscription.

Le stage sera vécu dans un style de participation. Le programme vous parviendra avant le stage.

Prière d'envoyer l'inscription au secrétariat de Frères sans frontières, Grand'Rue 34, case postale, 1700 Fribourg 2, avant le 10 juin 1989.

Merci.

Pérou:

Quel couple de volontaires, motivés et disposés à suivre une formation si besoin,

- aurait les compétences **en administration, commerce et en artisanat textile,** ainsi que **l'ouverture culturelle nécessaires,**
- pour participer à l'élaboration et l'organisation technique d'un effort d'ELARGISSEMENT DE LA PRODUCTION ARTISANALE,
- dans le cadre d'un projet de développement d'un marché intérieur à partir des ressources locales.

Sous la coordination de l'Association des Eleveurs d'Alpaca (ADECALC), dans la zone haute de la province de Caylloma (district Arequipa)?

La famille Ritter, qui rentrera en mai de Sibayo, dans ce même secteur, pourra largement informer les personnes intéressées sur ce projet, dont certains détails peuvent être également obtenus aux Secrétariats FSF ou STM.

Saint Maurice

23 septembre 1990, dans le cadre du 17e centenaire du martyre de Saint Maurice.

Journée de témoignage de la communauté romande de l'apostolat des laïcs.

FSF y sera présent et vous y êtes tous invités!

Naissances

JOEL, le 2 mai 1990, chez Madeleine et Denis FRICHE-CATTIN, rue des Carrières 26, 2800 Délémont.

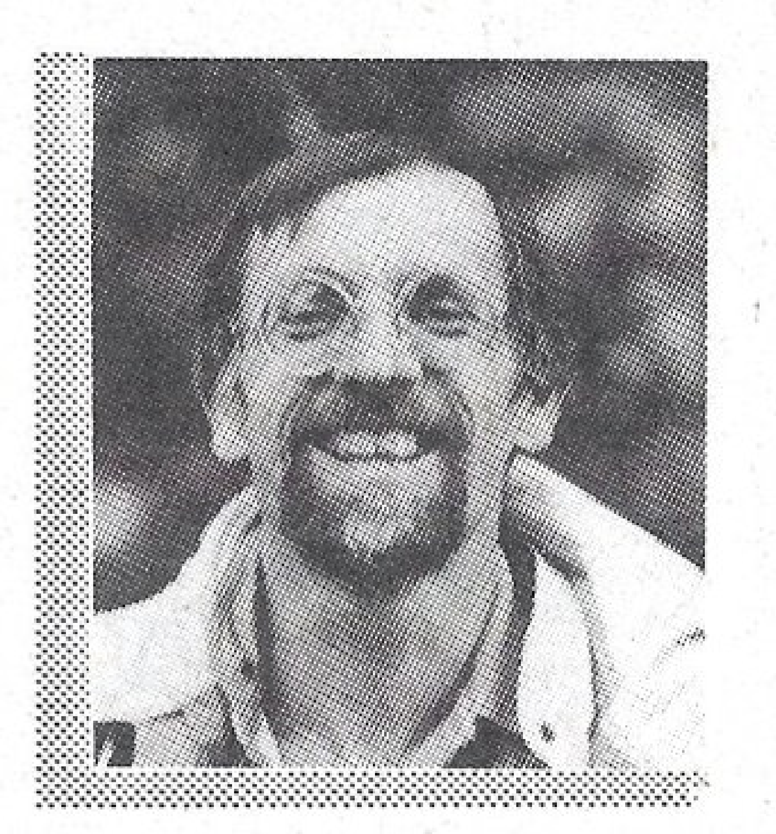
CHARLOTTE-GABRIELLE, le 16 mai 1990, au foyer de Catherine et Eliecer HAELLER-MEJIA, 3 Parc-Valency, 1004 Lausanne.

DIEGO, le 26 mai 1990, chez Ledy et Michel GARCIA-LABORDE, Santa Rosa, 40250 Maylis (France).

Décès

Monsieur Albert CORDONIER, le 28 mai 1990, père de François Cordonier, président de FSF, 3961 Ollon-Chermignon.

Ça y est, nous avons trouvé!



C'est Francis Monot qui va remplacer Gilbert Zbären comme coordinateur de GVOM.

Il entre en fonction le 1er août 1990.

Francis Monot est revenu prendre des responsabilités à GVOM, il y a une année après une longue pause. Il a fait partie d'une équipe GVOM en Haïti en 1968 et à Madagascar pour GVOM. Puis il a travaillé pour l'Eglise Unie de Zambie en tant que comptable.

De retour en Suisse, il vit en communauté, est artisan potier et depuis quelques années, il s'est établi à Moudon avec sa compagne et leur fils où il travaille en tant que comptable indépendant.

Gilbert Zbären rentre dans le groupe et continue d'animer certaines tâches d'accompagnement et de formation

Au gré des semaines...

La Bourse à Travail (BAT)
Depuis janvier Tuyet Le engagée par la Bourse à Travail parcourt les bureaux de la commune de Lausanne et ceux de l'administration du canton de Vaud, auprès des bureaux qui sont concernés par le travail de notre activité.

Elle a déjà pris une quarantaine de contacts, rencontré une centaine de personnes, écrit une montagne de pages, pour préciser, utiliser un vocabulaire plus compréhensible pour les spécialistes, vu des chefs de services, des personnes chargées d'enquête concernant les milieux défavorisés etc...

Rien pour l'instant ne nous permet de dire que nous serons soutenus par un organe officiel...

Beaucoup trouvent notre entreprise importante, mais chacun pense que cela doit concerner un autre bureau. Les conditions que l'on nous pose sont impossibles avec le type de population que nous visons. Pour l'instant, nous n'avons pas encore trouvé un fonctionnaire, un responsable, un chef, un homme, une femme dans ces milieux qui s'empare de cette action pour nous aider à franchir les montagnes de bonnes raisons qui vont nous condamner à mettre la clé sous le paillasson.

Rien ne semble prévu pour ce type de population qui ne peut même pas se réclamer du chômage ou d'avoir eu un travail régulier ou de quelque chose qui puisse les rapprocher de ce qui est légal. Nous avons même entendu... «évidemment, vous vous occupez de la marge de la marge». Ce qui n'est même pas encore cela.

Mais nous espérons encore, et vous tiendrons au courant. Peut-être vous demanderons-nous des tuyaux pour trouver les pistes de l'argent qui nous permettraient de seulement nous fixer sur ce travail d'accompagnement.

Cherchons pour la Bourse à Travail (BAT)

Une secrétaire bénévole habitant la région lausannoise pour quelques heures par semaine à organiser selon convenance (évidemment).

Nous cherchons une secrétaire bénévole ET qui soit expérimentée (nous sommes «gonflés» mais coincés dans notre travail).

Merci de prendre contact avec BAT, 6, rue Curtat, 1005 Lausanne, tél.: 021 / 23 62 33.

Côté de l'outre-mer:

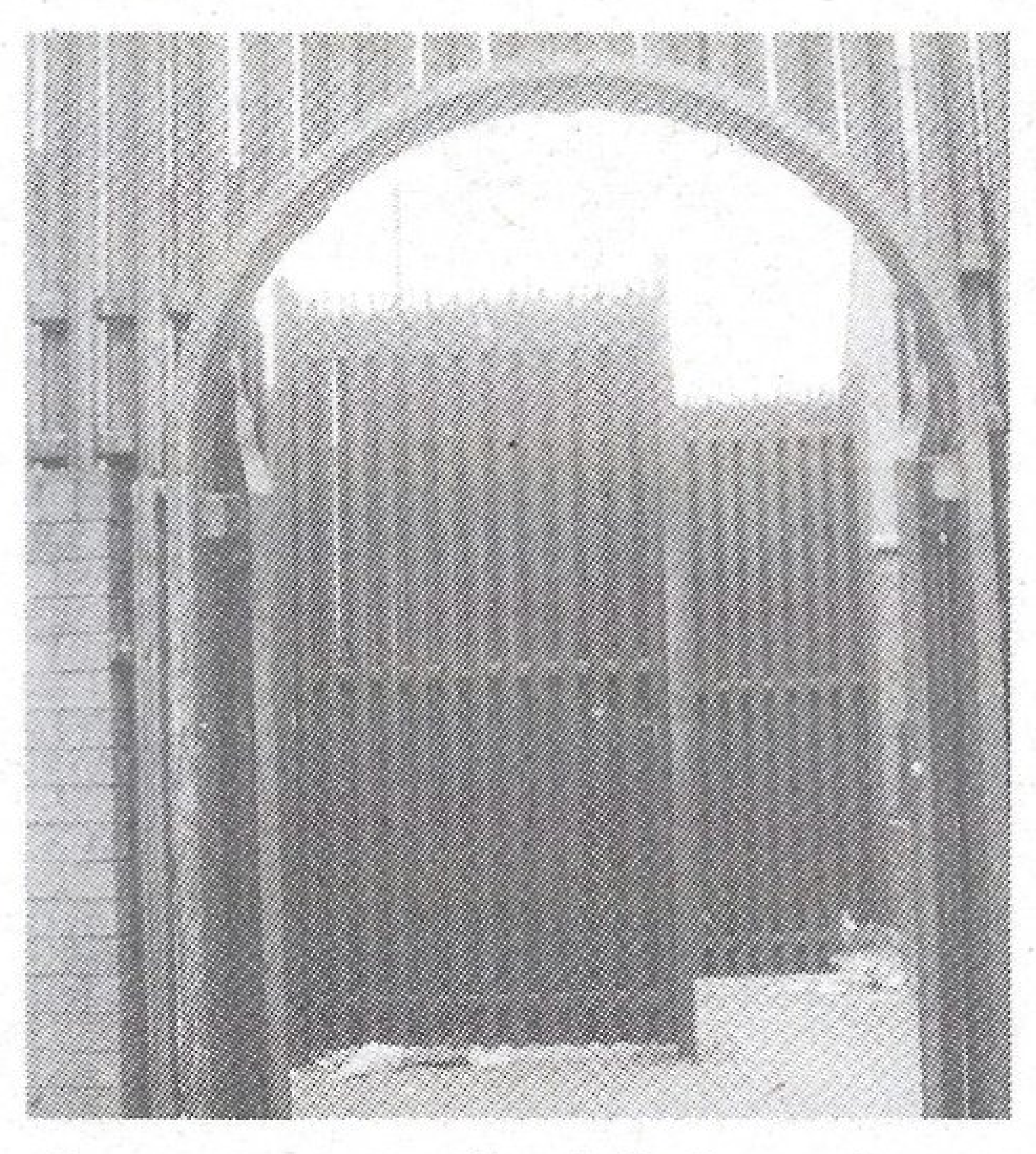
Au Nicaragua c'est toujours la période d'observation, Vivianne Luisier et Gérald Fioretta vont repartir à la fin de l'été. Pour le Pérou, l'Uruguay, la Bolivie et Haïti rien de spécial à annoncer sinon ce que vous avez pu lire dans nos deux derniers numéros d'?.

Une pause ou un correspondant à Singapour?

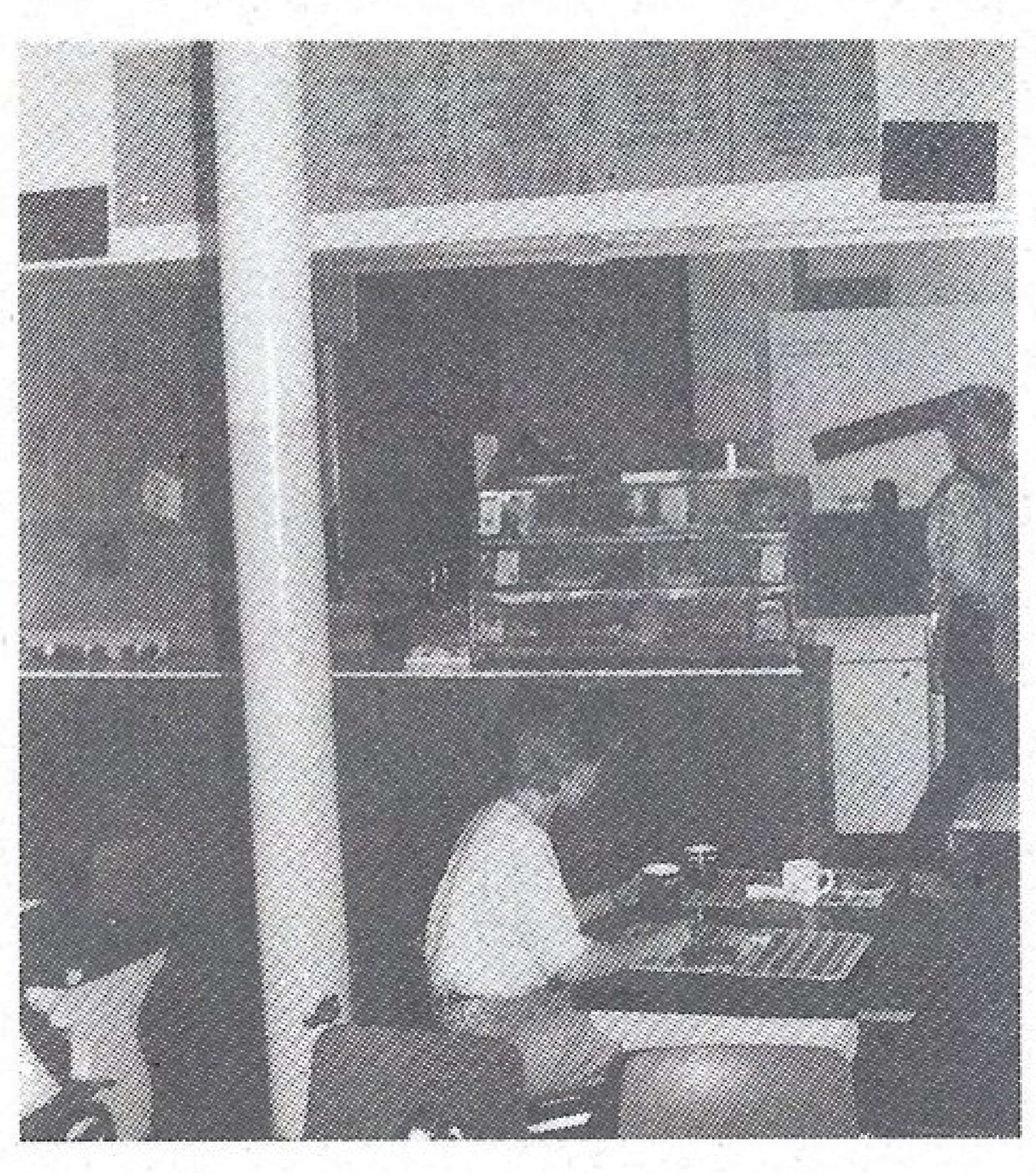
Alexandre et Anne-Lise SUDAN vont partir au début de l'été à Singapour. Ils y séjourneront avec leurs enfants pendant 2 à 3 ans. Ils partent pour une entreprise privée. Tout de bon.

Belfast: Guerre et Paix

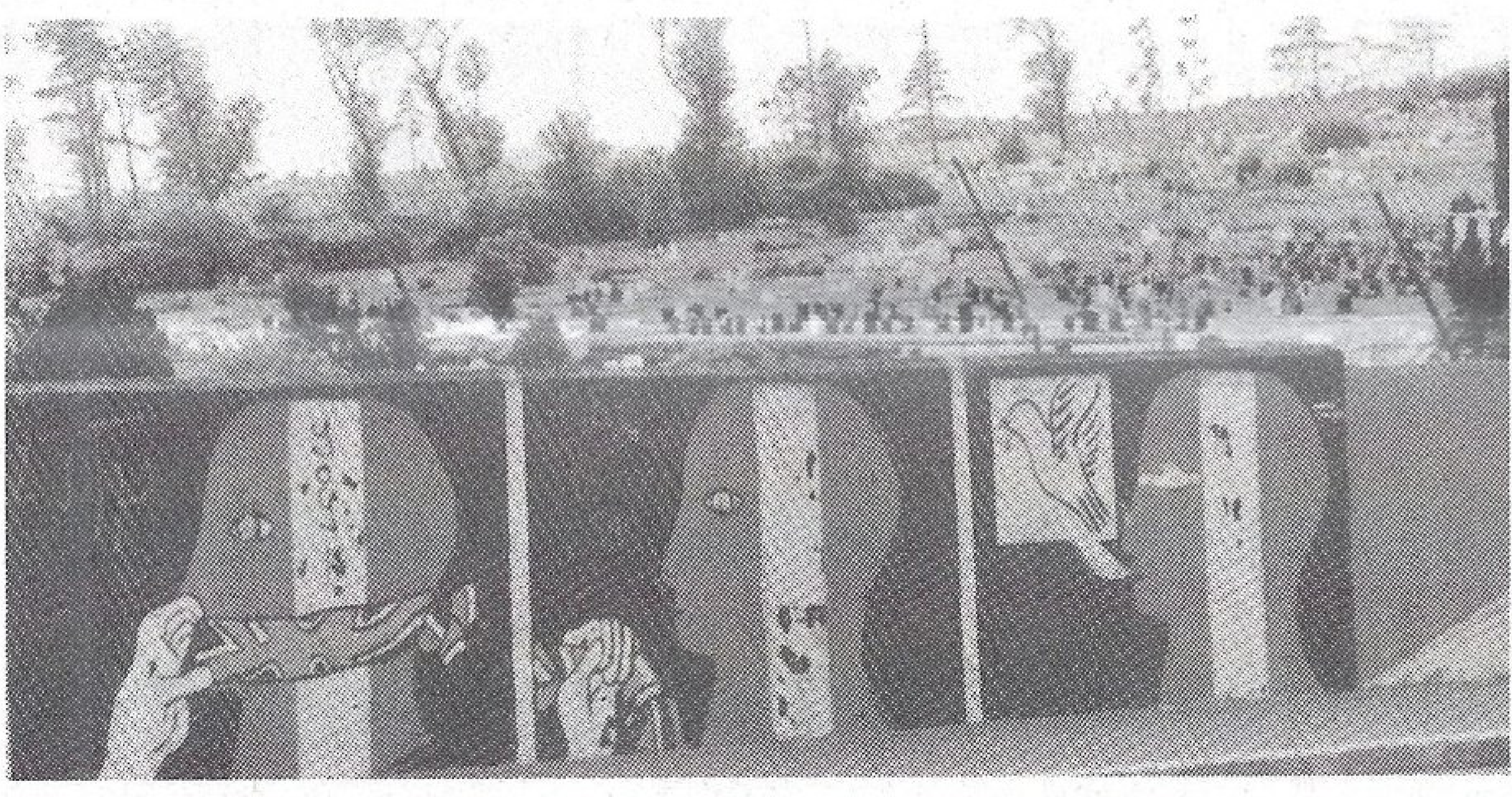
Je rentre de Belfast, où j'ai passé quelques jours de mai à visiter les projets dans lesquels Eiréné place des volontaires. Choc: soldats partout, patrouilles automobiles blindées, fusils braqués sur toi, rues barrées... Pas un bâtiment officiel qui ne soit entouré de hauts grillages, illuminé, surveillé par caméras, gardé militairement. Pas une entrée de grand magasin sans gardes munis de détecteurs de métaux. Mais combien sont-ils donc à surveiller cette ville?? Pas un bus qui pénètre au centre ville sans être inspecté, intérieur et extérieur...



On ne passe qu'à pied. La nuit, ces barrières sont complètement fermées.



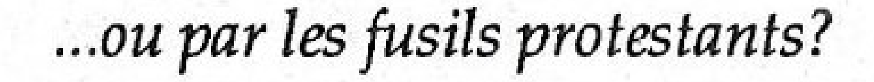
«Saltshakers Centre», un café pour la réconciliation.



La paix par les bombes catholiques?...

Chez les «Tinkers», les pseudo-gitans d'Irlande.

Une guerre est toujours absurde. Jamais autant, cependant, que lorsqu'elle oppose une population à elle-même! J'ai découvert là combien le racisme peut se nourrir de riens. «L'autre» a les mêmes petites maisons de brique, les mêmes jardinets minables, les mêmes meubles, les mêmes bouilloires et les mêmes sachets de thé. Le même chômage – quoique plus fréquent du côté catholique: jusqu'à 90%, pour certains quartiers... Les taxis: énormes bourdons noirs, superbes et inquiétants. Contrôlés par les paramilitaires – des deux bords. Il y a donc deux compagnies. Un taxi protestant ne s'aventurera pas dans les ruelles catholiques. Ni l'inverse.



...ou par les fusils protestants?



Et puis, foisonnants: des projets sociaux, centres de jour et de nuit, centres femmes, centres de ressources, ateliers, formations... Tous, voués inlassablement à montrer l'échange, à exercer la solidarité, à prouver la fraternité. Ouverts, souriants. Lieux où nous pouvons témoigner, nous aussi. Il y a des places de volontaires disponibles... Guerre et paix... J'aimerais que les photos de cette page continuent de parler à ma place...

Philippe Beck



Crime et châtiment, version chilienne

Nous publions l'essentiel du discours prononcé lors de la remise du Prix international José Carrasco par le pasteur luthérien Helmut Frenz, fondateur du Comité pour la paix, au moment où il était évêque au Chili, d'où le régime de Pinochet l'éloigna en 1975.

Le 23 mai 1989, Amnesty International recevait du nouveau président chilien la réponse suivante à l'une de ses interpellations officielles:«...Je puis vous informer que la Coalition des partis politiques pour la démocratie accorde une importance et une priorité particulières à la question des droits de l'homme et qu'elle estime impératif de déterminer la vérité et de faire justice dans tous les cas de violation des droits fondamentaux des personnes, ce qui comprend naturellement la libération de tous les prisonniers détenus arbitrairement et victimes de procès injustes.»

«Recevez mes cordiales salutations. Patricio Aylwin.»

Chers amis,

Nous savons tous que, si les pratiques de répression politique aiguë ont cessé, la lutte pour le respect des droits de l'homme n'est pas achevée: on ne pourra fermer ce chapitre de l'histoire du Chili tant qu'on n'aura pas affronté comme il se doit l'héritage des crimes du gouvernement militaire. (...)

J'aimerais commencer par souligner que je suis convaincu du sérieux du président Aylwin dans la déclaration que je viens de citer. Si j'ai des doutes, comme de nombreux Chiliens, quant à la mesure dans laquelle il sera possible de mettre en œuvre ces projets ambitieux, c'est parce que j'ai à l'esprit tant l'expérience de mon pays d'origine que celles plus récentes de pays tels que l'Argentine, l'Uruguay et le Guatemala, et parce que je n'oublie pas non plus les paroles d'un général chilien dont les actions politiques n'ont pas précisément servi les idéaux de la vérité et de la justice.

«Celui qui a été détruit par la torture ne trouve plus jamais une place en ce monde».

Il est toujours difficile d'édifier une démocratie sur les ruines d'une dictature. Dans l'Allemagne de l'après-guerre, contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres pays d'Amérique ces dernières années, nous avons eu une occasion unique de prendre vraiment un nouveau départ, car le régime fasciste avait subi une défaite totale. Mais cette occasion, les Allemands ne l'ont saisie qu'en partie. En apparence, nous avons recommencé à zéro, mais au fond beaucoup de choses sont demeurées comme avant. Et il en a été ainsi parce qu'il ne suffit pas de dire «n'en parlons plus» pour effacer le passé.

Une nation doit régler ses comptes avec sa propre histoire de manière honnête et complète. C'est ainsi seulement qu'un peuple peut faire face à son passé, et peut-être aussi à ses fautes.

Cela n'a pas été le cas en Allemagne après la chute de la dictature nazie. Au nom d'une prétendue obéissance due à des lois et à des ordres injustes, beaucoup ont tenté d'éluder leur responsabilité personnelle. Sous prétexte d'une magnanimité mal comprise, on s'est borné à attirer l'attention sur les atrocités commises, en étendant un voile de silence sur les responsables.

Quel sens a la justice pour l'homme ou la femme qui rencontre dans la rue le bourreau dont les crimes n'ont été ni révélés ni punis?

Il n'est pas tolérable de justifier les violations des droits de l'homme au nom de l'accomplissement d'un devoir, comme a essayé de le faire le Premier ministre Filbinger dans les années 70, en justifiant son passé de juge militaire dans l'armée fasciste en ces termes: «Ce qui était légal à l'époque ne peut être illégal aujourd'hui.» Quiconque obéit aveuglément aux lois court le grave danger de fouler aux pieds la justice. Car les lois doivent être justes et humaines, et leur légitimité se mesure avant toutes choses à l'aune des droits de l'homme.

Il n'est pas tolérable non plus que, du fait d'une amnistie ou d'un pardon, un peuple qui, à l'heure des crimes, a été contraint à souffrir en silence, se voie imposer une rupture totale de la continuité de son histoire, comme si rien ne s'était passé.

Que faire alors avec ceux qui ont outragé la justice au nom du respect des lois? Quel sens a la justice pour l'homme ou la femme qui rencontre dans la rue le bourreau dont les crimes n'ont été ni révélés ni punis?

Je dois confesser honnêtement que je n'ai pas le courage d'exiger la punition. Mais je m'associe entièrement à ceux qui demandent qu'on recherche et qu'on proclame la vérité, toute la vérité, qu'on dise quel a été le sort des victimes, qui ont été les responsables, avec les dates, les lieux, les méthodes et les autres circonstances des crimes. La société a besoin de la saine «catharsis» (purification, NdlR) de la révélation, et les familles des victimes exigent le repos de l'esprit qui n'est possible que quand on met fin à l'incertitude. Ainsi, la vérité conduit à la justice parce qu'elle ré-



pare le dommage social et personnel subi, et parce qu'elle en cloue ses auteurs au pilori.

Sur la base de mon expérience au Chili, je me sens le devoir de contribuer à faire éclater la vérité, en me limitant à un seul aspect, le plus essentiel peut-être, la torture.«Celui qui a été détruit par la torture ne trouve plus jamais une place en ce monde.» Par ces mots, Jean Améry tente d'exprimer l'énormité de cette dépossession qu'est la torture.

La torture ne peut être exprimée par des mots neutres. Les définitions techniques sont correctes, mais il est évident que seul quelqu'un qui n'a pas connu la torture peut rédiger ces textes précis et incolores. Dans mon travail au Chili, j'ai constaté que, souvent, la personne torturée ellemême est incapable d'expliquer aux autres les souffrances qu'elle a subies. A maintes reprises, les victimes et nous qui les écoutions ne pouvions que nous embrasser et pleurer ensemble.

Le fléau de la torture, cette fin extrême de l'inhumanité, a été, nous le savons bien, une pratique systématique au Chili sous le gouvernement militaire. Malgré cela, les partisans de Pinochet étaient incapables de saisir l'ampleur de cette horreur et des autres atrocités infligées aux dissidents politiques, en partie du fait de la censure sévère imposée à la presse, mais en partie aussi, et c'est peut-être le plus important, en raison de leur besoin de ne pas savoir, de n'être pas confrontés à leur responsabilité morale de citoyens, de s'enfermer dans une auto- mystification complaisante.

Pour contribuer à secouer cette complaisance facile, je crois avoir le devoir de raconter à nouveau ici, aujourd'hui, une expérience personnelle. Dans notre travail au sein du comité de coopération pour la paix au Chili, l'organisme œcuménique qui a précédé le Vicariat de la solidarité, nous recevions d'innombrables preuves de la pratique systématique de la torture. Un jour, nous avons décidé de présenter nos accusations directement à Pinochet. L'évêque Fernando Ariztia et moimême, tous deux présidents du Comité pour la paix, avons été reçus par le général le 24 juillet 1974 au palais Diego Portales. Nous étions bien préparés, mais nous voulions procéder avec prudence et nous avions décidé de ne pas employer le mot «torture», mais seulement l'expression «contrainte physique».

«Je dois exterminer le communisme. La torture est nécessaire pour extirper le communisme». (Augusto Pinochet)

Il n'y a pas eu des excès, mais des décisions politiques qui étaient en contradiction directe avec les normes absolues et inviolables des droits de l'homme.

Pinochet nous a reçus dans son bureau, complètement seul. Nous lui avons remis la documentation, qu'il a examinée avec un intérêt évident. Quand nous avons commencé à parler de méthodes de «pression physique», il nous a interrompus en demandant: «Vous voulez dire torture?» Nous avons répondu affirmativement, et à partir de ce moment nous avons parlé en toute clarté de torture. Pinochet a écouté nos plaintes et nos accusations avec calme et sans nous interrompre. Puis il a dit: «On voit bien que vous êtes des ec-

L'évêque Helmut Frenz reçoit la médaille Nansen le 14 octobre 1974 des mains du prince Sadruddin Aga Khan, qui était alors Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, médaille qui lui fut attribuée pour les services rendus aux 4"500 étrangers obligés de quitter le Chili après le coup d'Etat de 1973. (Photo John Taylor/CŒ)





«C'est à leurs œuvres que vous les reconnaîtrez»

En novembre/décembre 1975, alors qu'il venait de perdre son passeport chilien et la possibilité de poursuivre son ministère épiscopal, Helmut Frenz participa à la Ve Assemblée du Conseil œcuménique des Eglises (CŒ) à Nairobi. Devant l'auditoire d'une soirée, il résuma son itinéraire, marqué par une expérience comparable au chemin de Damas de l'apôtre Paul. «Au début j'ai approuvé le coup d'Etat de Pinochet qui a renversé le président Allende». Les paroissiens luthériens, membres de l'Eglise plus par identification culturelle que par conviction chrétienne, étaient en majorité des émigrants allemands. Lorsque leur évêque, suite aux arrestations massives, aux violations grossières des droits de l'homme et à la torture systématique pratiquée par le régime militaire, devint un des leaders de la lutte pour les droits humains, les luthériens convoquèrent une assemblée pour démettre Frenz de ses fonctions. Celui-ci proposa au début de la réunion, qui avait lieu dans une église, de prier ensemble. «Nous ne sommes pas venus pour cela», répondirent les opposants, et ils éloignèrent la croix suspendue dans le chœur. «Mais la présence du Christ était marquée par la peinture plus claire sous la croix», se souvient Helmut Frenz...

Les luthériens qui avaient une autre conception du rôle de l'Eglise quittèrent l'Eglise évangélique luthérienne et fondèrent l'Eglise luthérienne. Selon nos informations, ces deux Eglises se sont rapprochées et mènent à présent des conversations pour explorer la possibilité de se réunir.

clésiastiques et que vous travaillez dans l'Eglise. Vous pouvez vous offrir le luxe d'être miséricordieux et bienveillants. Moi, je suis un soldat et, en tant que chef de l'Etat, j'ai la responsabilité du peuple chilien tout entier. Le bacille du communisme a envahi le peuple. C'est pourquoi je dois exterminer le communisme. Les communistes les plus dangereux sont les militants du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire). Il faut les torturer, sans quoi ils ne parlent pas. La torture est nécessaire pour extirper le communisme.» Sur ces mots, il a mis fin à l'audience.

La léthargie des consciences est toujours présente aujourd'hui, sous la forme des aveux euphémiques de ceux qui, naguère soutiens du régime de Pinochet, parlent aujourd'hui d'inévitables «excès» que le bon goût exigerait de ne pas connaître en détail. La vérité, comme le montre ce que je viens de raconter, est qu'il n'y a pas eu des excès, mais des décisions politiques qui étaient en contradiction directe avec les normes absolues et inviolables des droits de l'homme. Cette vérité doit être proclamée aujourd'hui publiquement et officiellement, de manière que nul ne puisse saisir le prétexte facile de dire qu'il ne savait pas. Ainsi seulement, nous pourrons accéder à la véritable liberté puisque, selon la parole du Seigneur, c'est la vérité qui nous rend libres.

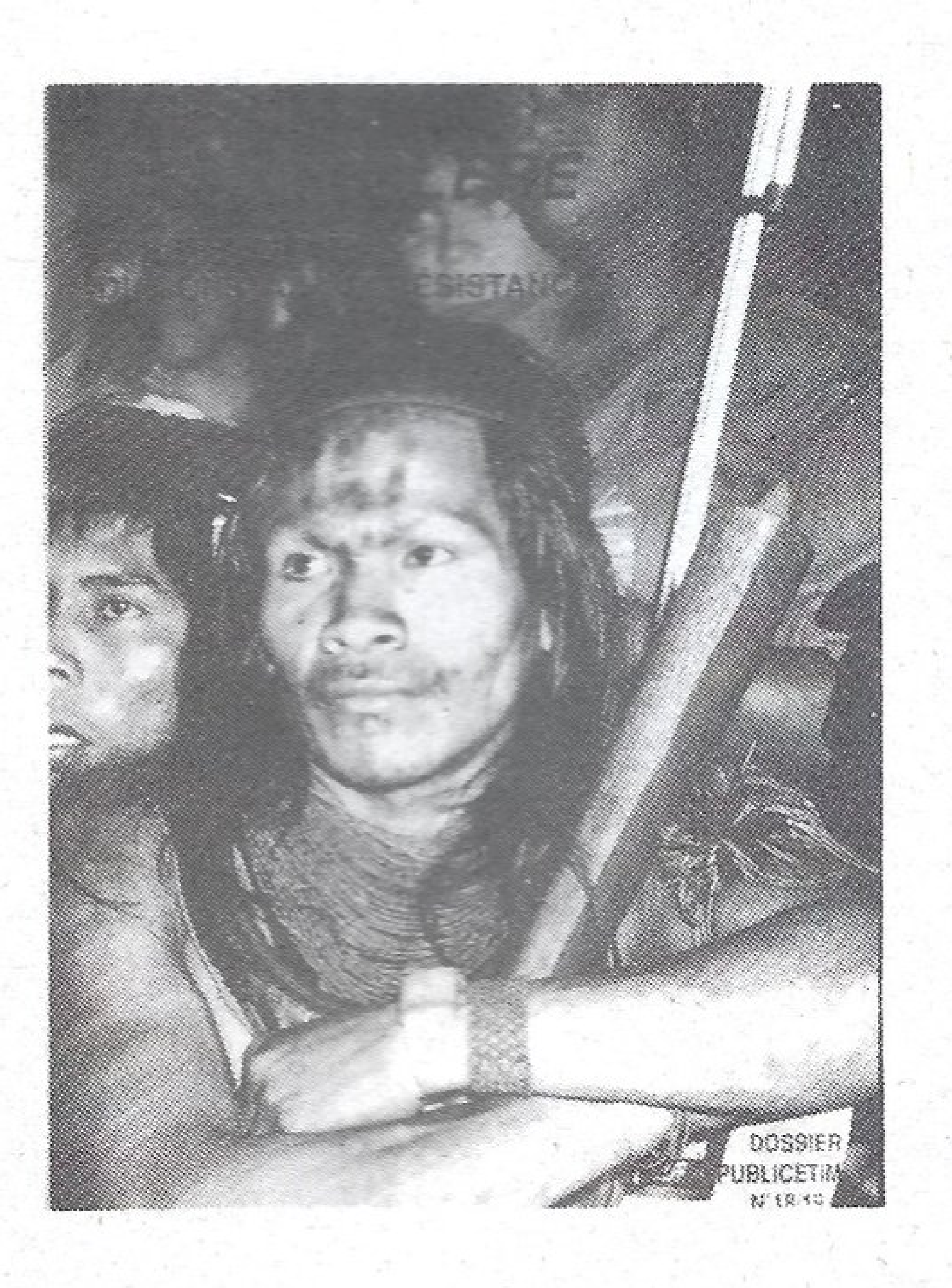
J'accepte avec une profonde reconnaissance le Prix José Carrasco qui m'est décerné par la Société de presse «Emision», et je le reçois au nom de tous ceux qui luttent pour les droits de l'homme et dont je ne suis qu'un parmi d'autres; au nom des organisations ecclésiastiques et laïques qui ont pris la défense des droits de l'homme, et au nom de tous leurs collaborateurs qui ont consacré leur vie à cette noble tâche et qui l'ont assumée pendant de longues années, malgré toutes les difficultés et les persécutions, parfois au prix de leur propre existence; au nom de tous ceux qui se sont solidarisés avec cette cause et l'ont inlassablement soutenue et encouragée dans tous les coins du monde; au nom des familles des disparus et des autres victimes de la répression, qui n'ont jamais cessé de maintenir leur souvenir, de rechercher la vérité et d'encourager l'espérance en une société où les disparitions, les assassinats, les tortures, les détentions arbitraires, l'exil et les cent autres formes d'abus de pouvoir ne se produiront jamais plus.

Je reçois également ce prix au nom des habitants des bidonvilles, des travailleurs, des étudiants et des membres de toutes professions qui, à leurs postes respectifs de lutte, ont rendu possible l'arrivée de ce jour et à qui il incombe de contribuer, dans la période qui vient, à sceller par la lumière de la vérité ce chapitre obscur de l'histoire du Chili. Enfin, je reçois ce prix, tout particulièrement, au nom des professionnels de la vérité quotidienne, des innombrables journalistes qui ont donné corps, peu à peu et à grand-peine, à la précieuse liberté d'expression, en y laissant parfois leur vie comme l'a fait José Carrasco (journaliste chilien assassiné, NdlR), dont ce Prix que j'ai l'honneur d'accepter conserve le souvenir. Merci à tous.

Helmut Frenz *

*Né en RFA, Helmut Frenz a été pasteur puis évêque de l'Eglise évangélique luthérienne du Chili jusqu'en 1975, lorsqu'à la faveur d'un voyage le général Pinochet lui retira son passeport chilien. Avec le cardinal-archevêque Raul Silva Henriquez et des représentants d'autres Eglises chiliennes, il fut le co-fondateur du Comité de coopération pour la paix au Chili. Helmut Frenz fut ensuite secrétaire général de la section ouest-allemande d'Amnesty International.



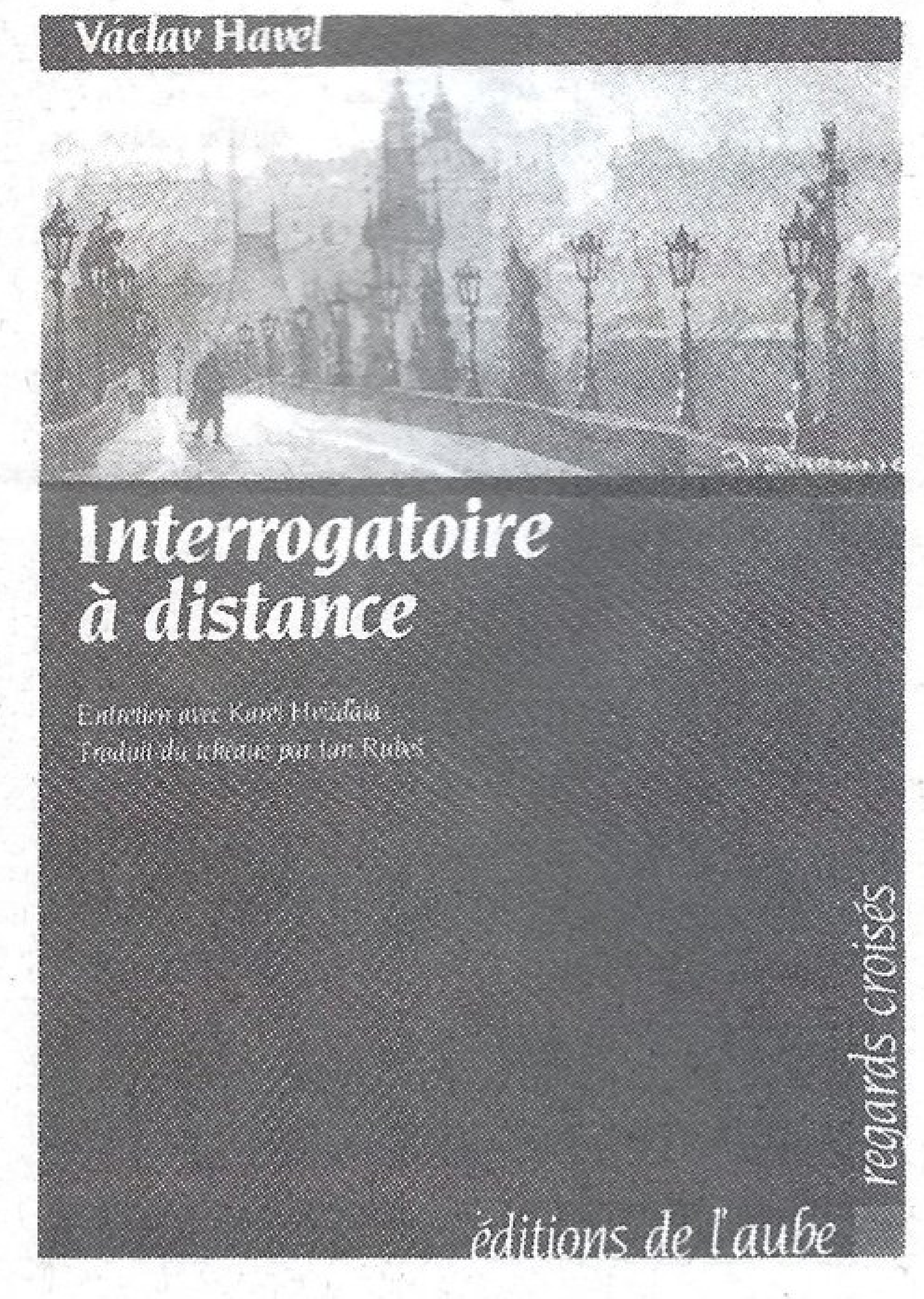


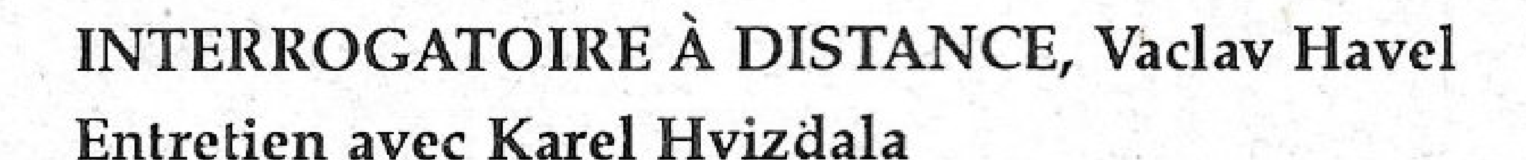
LA SÈVE DE LA COLÈRE – Forêts en péril: du constat aux résistances

Dossier Publicetim no 18/19. Genève, 1990. 226 p., FS 25.–

Si vous êtes inquiet(ète) pour le sort des forêts – et du monde entier avec... –, lisez vite ce livre. Et si vous n'êtes pas inquiet(ète)... lisez-le aussi, vous changerez d'avis! Ce tour des grandes forêts du monde – et des déserts qui leur ont parfois succédé... – fourmille d'enseignements: par exemple, comment s'articule le commerce mondial du bois? Quelles sont les étapes de la destruction d'une forêt, par quels «propriétaires» successifs? Que sont devenus les Pygmées? Quels projets de reboisement pour l'Afrique et Madagascar? Où en est la «mort des forêts» européennes? Quels sont les vrais effets des «plans d'action» bureaucratiques de cette ineffable Banque Mondiale? Que proposent les Indiens de l'Amazonie? Et puis, plus encourageant: les cent dernières pages ne parlent plus de problèmes, mais de luttes. Luttes d'Indiens et de «seringueiros» (les extracteurs de latex) en Amazonie, l'action de Chico Mendes, le mouvement Chipko en Inde, à la fois écologiste et féministe, le SAM en Malaisie et notre compatriote Bruno Manser au côté des Penan, mais aussi les efforts de reboisement à Silenen (Uri)... Un excellent document de travail – classes, groupes... – autant qu'un passionnant instrument de réflexion.

A commander au CETIM, tél. 022 / 731 59 63.



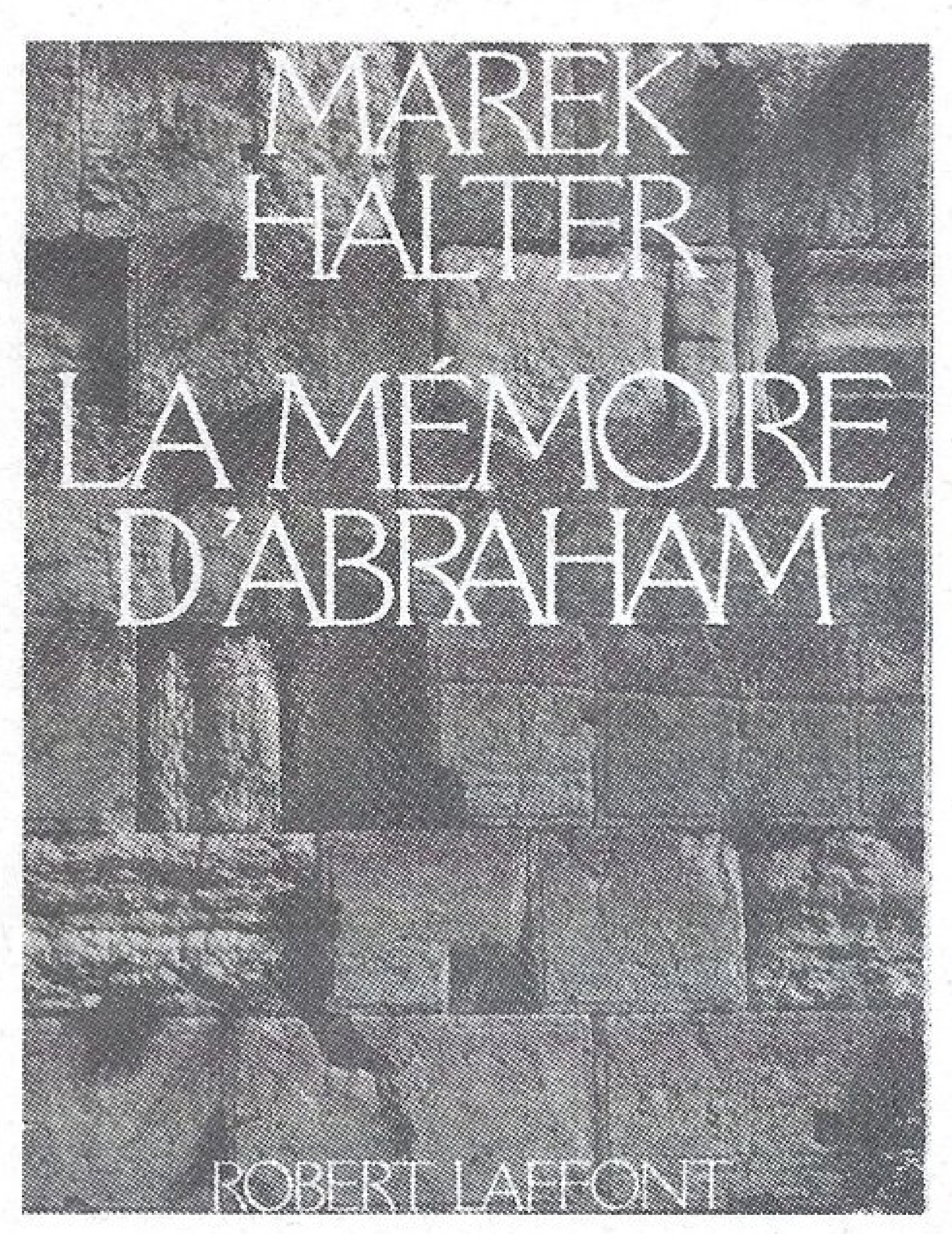


INTERROGATOIRE À DISTANCE, Vaclav Havel

Entretien avec Karel Hvizdala

J'ai choisi délibérément de mener une existence mouvementée, je sème le trouble mais en même temps je n'aspire qu'au calme. J'adore par-dessus tout l'harmonie, la paix, l'entente, la compréhension, l'indulgence des uns pour les autres (je voudrais tant que tout le monde s'aime!), je supporte très mal les conflits, les malentendus, le désordre – et pourtant, je suis en conflit permanent avec le pouvoir, les autorités, les institutions; j'ai une réputation d'agitateur, de contestataire, pour qui rien n'est sacré; et même mes pièces sont autre chose que l'image du calme et de la paix. En quelques paradoxes saisissants, Vaclav Havel campe son portrait dans cet entretien à l'intérêt multiple. D'abord, une autobiographie qui prend ses racines dans les années d'avant-guerre et où Vaclav Havel nous entraîne, en compagnie de son ami Milos Forman, dans une «chasse» à la culture non officielle des années cinquante. On y découvre son attirance pour la magie du théâtre, dont il pratiquera tous les métiers, d'éclairagiste à écrivain. Mais créateur, Vaclav Havel ne peut vivre qu'en marge du pouvoir et peu à peu, surtout après la répression du Printemps de Prague, il deviendra par nécessité une personnalité politique. Commence alors l'engrenage de la prison, de la souffrance et des espoirs. Refusant l'exil, dissident sans l'avoir voulu, Vaclac Havel nous propose ici un livre simple, sensible et remarquable, nous venant comme de l'autre côté du miroir.

Editions de l'aube, regard croisés. Chez votre libraire habituel.



LA MÉMOIRE D'ABRAHAM, Marek Halter

Deux mille ans d'Histoire d'une famille juive: de cette aube de l'an 70, où le scribe Abraham quitte Jérusalem en flammes, à ce jour de 1943, oû l'imprimeur Abraham Halter meurt sous les ruines du ghetto de Varsovie. Cent générations qui, à travers les siècles et les tribulations, du Proche-Orient à l'Afrique du Nord et dans l'Europe entière, se sont transmis le «Livre familial», mémoire de l'exil. Jusqu'à Marek Halter, le dernier «scribe», qui, aujourd'hui, recrée pour nous la grande aventure... Une œuvre exemplaire, chargée d'humanité et de vérité, oû passent le souffle de l'Histoire et l'âme d'un peuple.

Robert Laffont. Chez votre libraire habituel.

DIS!...
TU M'ÉCOUTES?

Tiré des Cahiers du Quart-Monde, année 1989

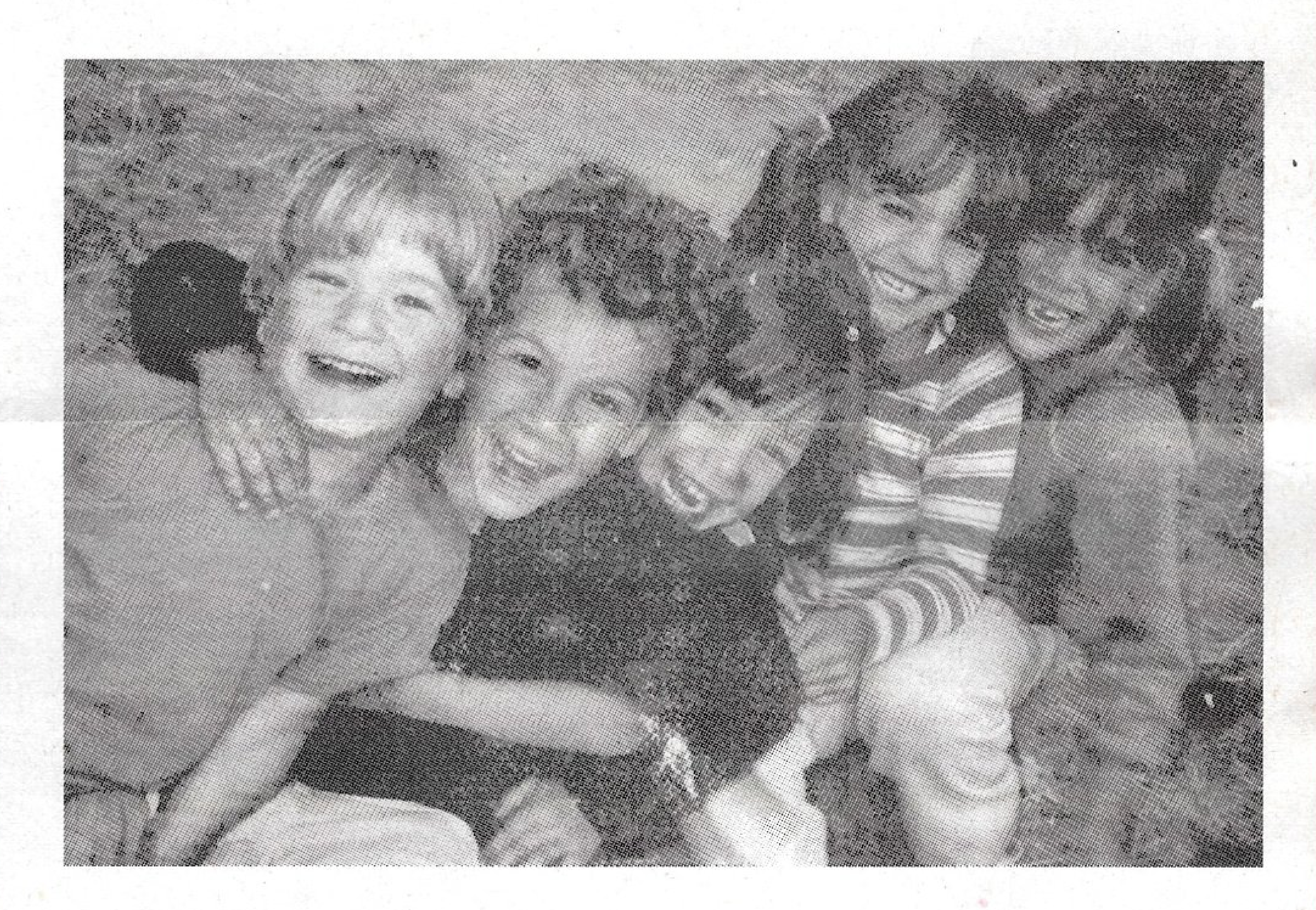
Pour que tout se passe bien...

Dans ma classe, il y a un petit garçon, Rémi, qui a des problèmes. Quand il est arrivé dans la classe, la maîtresse lui a demandé son nom; il ne le savait pas.

Un jour par semaine, nous faisons de la lecture; on lui a demandé de lire, il a dit: «Je ne sais pas lire.» Stéphane, qui le connaissait, a dit: «Avant, Rémi était dans une classe spéciale.» Quand nous faisons des exercices durs, il fait ce qu'il peut.

Pour que tout se passe bien, on l'encourage, et on joue avec lui. Moi, je trouve injuste de rejeter ceux qui travaillent mal, ou ceux qui ont des difficultés en classe.

Tiphaine, 9 ans



J.A. 2405 La Chaux-du-Milieu

Famille André Jeanneret

2406 Le Cachot

Rédaction:
Av. Juste-Olivier 11
CH-1006 Lausanne
CCP 10-10580 - 2

EIRENE
Service chrétien international pour la paix
Comité suisse
CP 2262
CH-2302 La Chaux-de-Fonds
CCP 23-5046 - 2

FSF
Frères sans frontières
Grand-rue 34
CH-1700 Fribourg
CCP 17-7786 - 4

GVOM
«La Joliette»
Chemin des Bolets
CH-2013 Colombier
CCP 10-20968 - 7

Changement d'adresse: prière de l'annoncer directement au Mouvement concerné

INTERROGATION parait huit fois par année.
Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

Impression / composition: Imprimerie Glasson SA - Rue de la Léchère 10
CH-1630 Bulle